

Rapport d'activité

2014

Plus de 40 ans d'expertise
au service de la production organisée

Progresser ensemble, préparer l'avenir





■ Présentation de l'UGPVB	p. 3
■ Economie et Syndical	p. 4
■ Environnement	p. 9
■ Sanitaire	p. 12
■ Qualité	p. 14
■ Bien-être animal	p. 16
■ Juridique	p. 17
■ Communication	p. 18
■ Base de données	p. 19
■ Gestion des alertes	p. 19
■ Développement durable	p. 20
■ Formations	p. 20
■ Revue de presse	p. 21
■ Saisines de l'UGPVB	p. 23
■ Représentations et partenaires	p. 23

Pour nous contacter :

UGPVB
 104 rue Eugène Pottier
 CS 26553
 35065 RENNES Cedex
 ☎ 02 99 65 03 01
 📠 02 99 30 15 34
 ✉ ugpvb@ugpvb.fr

Pour plus
 d'informations,
 rendez-vous sur
www.ugpvb.fr

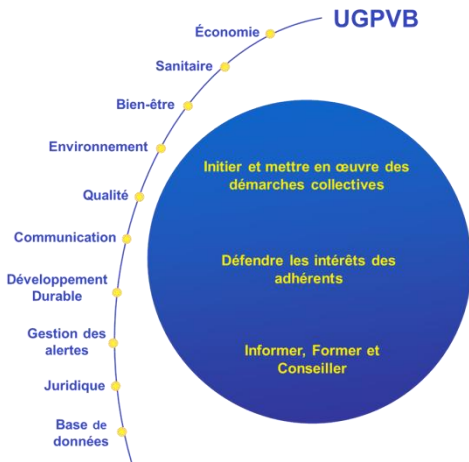
Nos adhérents





PRESENTATION DE L'UGPVB

L'Union des Groupements de Producteurs de Viande de Bretagne (UGPVB) est un syndicat professionnel, créé en 1968, qui fédère les Organisations de Producteurs (OP) de viande porcine, de viande bovine en Bretagne et d'œuf en Bretagne et Pays de Loire.



► Notre gouvernance :

Président : Michel BLOC'H
Vice-présidents : Yves-Marie BEAUDET
 Philippe DAGORNE
Secrétaire : Olivier LAUNAY
Trésorier : David JOUBIER

► Nos commissions et leur Président :

Commission Environnement <i>(toutes filières)</i> Yves-Marie BEAUDET	Commission Sanitaire Porc Bernard ROUXEL	Commission Sanitaire Œuf Yves-Marie BEAUDET	Commission Bien-être Porc François-Régis HUET
Commission Bien-être Œuf David JOUBIER	Commission Qualité Porc Philippe Le JOSSEC	Commission Communication Porc David RIOU	Commission Œuf Alternatif Anne JÉZÉQUEL

► Nos référents :

Référent Aides Filière Œuf Jean QUENNEMET	Référent Energie Porc Jean-Marc ONNO
---	--

► Notre équipe :

Direction	Jacques CROLAIS		
	Section Porc	Section Bovin	Section Œuf
Animation	Jacques CROLAIS	Marie DELANNOY	Gilles GUILLAUME
Environnement	Nolwenn LEMAIRE - Marie THIMOLÉON		
Juridique	Emmanuelle HENRY - Marie PERRET		
Qualité	Laurie DETRIMONT	Marie DELANNOY	Gilles GUILLAUME
Communication	Emilie CHARPENTIER		
Sanitaire	Nathalie CHATELIER Florence HUMBERT		
Base de données professionnelles	Emilie MOYNE Marie-Christine DESRUE Nolwenn COULAN		
Comptabilité	Olivier CHEVREL		
Informatique	Pierre CHAPON		
Assistants	Delphine D'HOOGHE - Valérie DUVAL - Martine LEBRETON Martine THUILLIER		



Le personnel de l'UGPVB

► L'UGPVB en quelques chiffres

3 sections :

- Bovin
- Œuf
- Porc

26 Organisations de Producteurs (OP) :

- 6 OP bovin
- 10 OP œuf
- 10 OP porc

qui représentent :

- 4 400 élevages bovins adhérents
36 600 jeunes bovins commercialisés par an
- 571 producteurs d'œufs
19,76 millions de poules pondeuses
5,93 milliards d'œufs commercialisés par an
- 5 700 élevages de porcs
16 millions de porcs charcutiers commercialisés par an

► Chiffres clés

- + de 200 notes et mails d'information diffusés aux Organisations de Producteurs
- + de 100 réunions organisées
- 100 consultations juridiques
- 11 mensuels « Porc »
- 11 mensuels « Environnement »



A actualiser

Les chiffres clés

Quelques repères (2013)

Production annuelle de porcs charcutiers

- Bretagne : 13,50 millions
- Zone Uniporc : 19,10 millions
- France : 24,30 millions
- UE 27 : 245,00 millions

La production porcine bretonne

(source : BDPORC – Nov. 2014)

- 146 élevages naisseurs (N) : 39 922 places de reproducteurs
- 2 920 élevages naisseurs - engraisseurs (NE) : 551 665 places de reproducteurs 3 173 628 places d'engraissement
- 3 262 élevages engraisseurs (E) et post-sevriers/engraisseurs (PSE) : 1 928 938 places d'engraissement

Appui technique : élevages subventionnés au titre des aides CPER 2013

- GTE + GTTT : 1006
- Tableau de bord : 22
- GTE élevages sans truies : 222

Nos réunions

Conseil section Porc en 2014

- 17 janvier
- 16 mai
- 25 juin
- 4 septembre

Bureau section Porc en 2014

- 9 janvier
- 6 février
- 11 avril
- 15 mai
- 16 juillet
- 6 novembre



L'UGPVB, acteur du CRP

SECTION PORC

Conjoncture

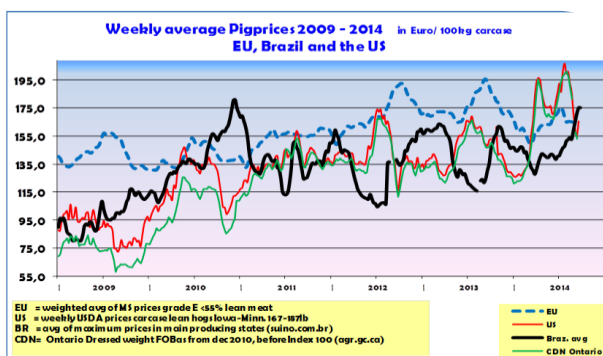
2013 : Une fin d'année tendue.

Sur 12 mois, le cours s'établit à 1,464 €, en progression de 0,68 %, soit + 1 centime par rapport à 2012. Les cours ont évolué sur la base d'une tendance à la baisse de la production et une demande soutenue des pays tiers. La courbe des prix en 2013 suit une tendance proche à celle de 2012 avec une baisse anticipée des cours sur les 4 derniers mois. Les abattages sont en baisse sur la zone Uniporc Ouest (- 2,12 %) et sur les principaux bassins de production, et ceci à l'exception de l'Allemagne et du Royaume-Uni (+ 0,15 %) qui progressent. Au niveau de l'UE à 27, la baisse de la production a atteint 1,5 %, soit une baisse de plus de 3 millions de porcs par rapport à 2012, et de 9,7 millions par rapport à 2011. La consommation globale française est en régression de - 1,3 %. Sur 12 mois, les exportations européennes sont en légère reprise (+ 0,9 %) sans atteindre le niveau de 2011 (3,134 millions de tonnes). Au niveau des élevages, la hausse du prix des matières premières observée en 2012 (+ 5 %) s'est poursuivie en 2013 (+ 8 %). Les bilans clos à décembre affichaient un déficit de trésorerie de - 2,1 ct / kg en moyenne.

2014 : L'économie de la filière touchée par l'embargo Russe.

Deux événements majeurs marquent le début d'année 2014 : l'envolée des prix aux USA et au Canada liée à la baisse de la production en Amérique du Nord (PED) et, en Europe, l'embargo Russe. Fait exceptionnel en 2014, les cours du porc en Amérique du Nord sont supérieurs aux cours européens.

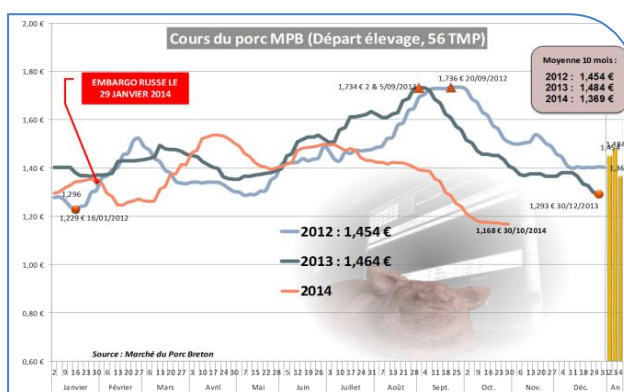
Au MPB, sur 10 mois de l'année 2014, le cours s'établit à 1,369 €, en baisse de - 7,75 % par rapport à la même période en 2013.



(Source : Commission Européenne)

A fin 2013, avec un cheptel truies en baisse de 1,6 % en Europe, et des prévisions de production en baisse, tous les indicateurs étaient favorables à une bonne tenue des cours sur la première période de l'année. 2014 a démarré avec des cours se rapprochant fin janvier de ceux constatés en 2013.

L'embargo russe décrété le 29 janvier s'est traduit par des difficultés commerciales en aval de l'abattage sur certaines pièces générant une baisse continue des prix à la production à compter de février. L'embargo russe coûte 10 à 15 ct à la production.



La baisse de la production à l'échelle européenne, la reprise de la consommation sur le marché intérieur et l'activité soutenue en matière d'exportations sur l'Asie se confirmant, mars initie une reprise des cours qui se poursuit jusque mi-avril pour atteindre 1,537 € le 17 avril 2014. A la suite de ce point haut, les jours fériés affectent l'activité sur mai qui connaît une baisse significative des cours pour atteindre 1,402 € le 28 mai.

Après une longue période d'activité réduite liée aux jours fériés, le retour à une activité normale sur début juin, accompagné par une demande intérieure soutenue du fait de conditions météo favorables se traduit par une reprise des cours encourageante à la veille de la période estivale. Mais, contrairement à 2012 et 2013, juillet 2014 inverse la courbe avec une baisse qui se confirme progressivement puis s'accélère dès le marché du 11 septembre. Sur la période estivale, le prix de marché traduit une insuffisance de valorisation de certaines pièces à l'exportation qui n'arrive pas à compenser une demande soutenue sur le marché intérieur. En parallèle, le prix du porcelet baisse continuellement depuis fin avril : au Pays Bas, sur 44 semaines, le 25 kg est en retrait de 11,8 % et passe sous la barre de 25 € en octobre, il était à plus de 40 € un an plus tôt.

Une baisse de l'activité en Europe, un effondrement en Amérique du Nord :

Sur les 44 premières semaines, les abattages sont en baisse sur la zone Uniporc Ouest (- 1,14 %) et sur tous les principaux bassins de production. Le bassin nord Européen Danemark + Pays-Bas + Allemagne marque le pas avec un retrait global à - 0,43 % sur cette période mais cette baisse cache une reprise des abattages en Allemagne et aux Pays bas à partir de la période estivale. L'Espagne progresse sur 35 semaines à + 2,24 %. Ces évolutions traduisent une reprise de la production en Europe en lien avec une augmentation du cheptel truie annoncée en avril sur l'Allemagne, le Danemark, Les Pays Bas et l'Espagne.

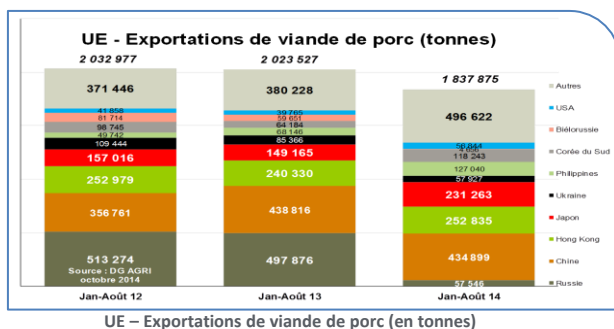
ANALYSE DES ABATTAGES				
		2013	2014	%
ALLEMAGNE (abattages)	44 semaines	43 066 988	42 682 443	-0,89%
ESPAGNE (abattages)	35 semaines	27 259 186	27 950 888	2,54%
UNIPORC OUEST	44 semaines	16 044 585	15 860 932	-1,14%
DANEMARK (abattages)	44 semaines	14 139 600	13 854 300	-2,02%
PAYS-BAS (abattages)	44 semaines	11 780 377	12 152 000	3,16%
ALL + DK + PB	44 semaines	68 986 965	68 688 743	-0,43%
ROYAUME-UNI (production)	36 semaines	7 460 091	7 531 359	1,09%
USA	43 semaines	90 272 000	85 448 000	-5,34%
CANADA	43 semaines	16 376 000	16 087 000	-1,76%
BRESIL	26 semaines	15 949 776	15 758 957	-1,20%

(Sources : AMI, Uniporc Ouest, Landbrug & Fødevarer, PVE, Defra, Magrama, Agriculture et agroalimentaire Canada, Abipecs)

Il convient de noter que la PED qui affecte les USA, le Canada et le Mexique se traduit également par une baisse significative de la production et des abattages. Les prévisions tablent sur une légère baisse de la production en 2014 (- 0,5 %) sur l'UE à 27, et une baisse plus marquée en France (- 1,6 %, source Agreste). La France rejoint ainsi le triste peloton de queue des PECO. Dans une Europe en progression en 2015, Agreste confirme la baisse de la production française sur le premier semestre 2015, proche de - 2 %.

Une consommation soutenue en France, les exportations en retrait :

En France, de janvier à début octobre, la consommation de porc frais hors produits élaborés progresse de + 1,7 % par rapport à la même période en 2013. Les prix sont en baisse de 4,1 %.



La consommation de charcuterie se maintient à + 0,1 % avec des prix en hausse de près de 0,6 %.

Sur 9 mois, les exportations européennes s'établissent à 1,84 million de tonnes, en net repli par rapport à 2013 (- 9,17 %) et ceci en lien avec la fermeture des frontières russes. Les exportations US progressent de 5,5 % sur cette période.

La trésorerie des élevages dans le rouge :

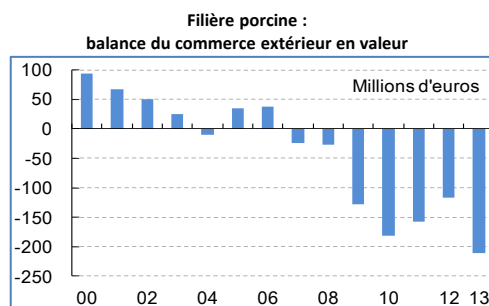
En dépit de l'évolution du prix des matières premières, le prix moyen de l'aliment est encore à un niveau élevé en septembre : 258 €/T. Avec un coût de revient à fin septembre de 1,56 € / kg, la perte instantanée est supérieure à 20 €/porc. Pour les clôtures de décembre, le déficit annoncé de trésorerie de l'atelier porc serait de 2 à 3 ct/kg.

Dumping social



La balance extérieure confirme en 2013 la perte de compétitivité de la filière porcine française : le solde du commerce extérieur est excédentaire en volume mais déficitaire en valeur (- 210 millions d'euros). La France importe des produits à forte valeur ajoutée et exporte des produits peu ou pas transformés. Ce solde négatif de la balance en valeur s'accroît de façon continue depuis 2006. Dans le prolongement des actions menées par le collectif contre le dumping social, les industriels allemands de la viande (ANG) et les organisations syndicales de salariés (NGG) ont signé, le 13 janvier 2014, un accord « pour mettre en place un salaire minimum dans l'industrie de la viande ».

Si une partie de la route conduisant vers la réduction des distorsions de concurrence est franchie, de nombreux points essentiels ne sont pas traités, notamment la question du traitement des salariés détachés et des charges sociales associées. Par ailleurs, alors que le taux horaire du SMIC en France est de 9,53 €, il ne serait dans l'industrie de la viande allemande que de 7,75 € au 1er juillet 2014, 8,00 € au 1er décembre 2014, 8,60 € au 1er octobre 2015 et 8,75 € au 1er décembre 2016.



(Source : Ifip, d'après Eurostat et douanes ; 2013 provisoire)

Quelques informations

Info mails

- Suivi contrôles mise aux normes truies en groupe
- Le Collectif des acteurs économiques bretons réagit aux propos du Président de l'Assemblée des départements de France tenus lors de son audition par la Mission d'information sur l'écotaxe de l'Assemblée Nationale
- Fermeture des frontières par la Russie – Embargo sur la viande de porc
- Dispositif financier Labelliance
- Etiquetage de l'origine des viandes et des produits transformés
- Congrès EPP en Italie
- Reconnaissance des GDS par le Ministre : une décision technocratique qui menace la qualité sanitaire
- Les éleveurs de porcs engagés dans le défi énergétique breton
- Mobilisation syndicale : action simplification environnement
- Mesures de protections vis-à-vis de la DEP
- Ecotaxe
- Grille de paiement
- GEEP : outil de gestion environnementale des élevages porcins
- Collectif Vivre, Décider et Travailler en Bretagne
- Collectif Médecine du Travail : les risques liés au non-respect des visites médicales
- Déclaration annuelle des flux
- Risques sanitaires à l'occasion du SPACE
- Efficacité économique et environnementale de la production de porcs sur paille
- Plan de modernisation des bâtiments
- Colère paysanne en Bretagne : les éleveurs de porcs en phase avec les légumes
- Association Emploi Formation : parcours qualifiant en élevage porcin en Ile-et-Vilaine
- Revenus agricoles communiqués par Agreste

Responsables professionnels

- Michel BLOC'H
Président section porc
- Philippe BIZIEN
1^{er} Vice-président section porc
- Bernard ROUXEL
2^{ème} Vice-président section porc

Contact

Jacques CROLAIS

Grille de paiement

Pour le CRP de Bretagne, l'alourdissement des poids est une réponse à la perte de compétitivité du bassin de production et à la baisse continue de la production de porcs charcutiers depuis 2011. C'est une orientation positive, à la fois pour les éleveurs et pour l'aval. Conformément à la demande du CRP, les organisations de porcs réunies à l'UGPVB ont rencontré les abatteurs en décembre 2013. A cette occasion, les abatteurs ont affiché leur attente notamment en matière d'alourdissement des carcasses. Dans le prolongement de cet échange et de ceux engagés début 2014, les OP ont unanimement adopté une position forte visant à faire évoluer la grille via le MPB dans le cadre des orientations définies par le CRP Bretagne.



SECTION ŒUF

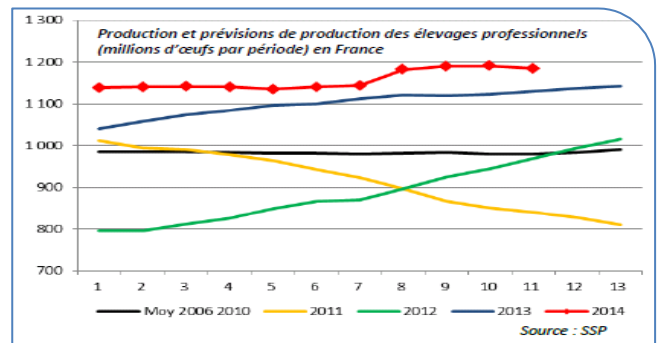
2014 : un cours du libre (*) toujours inférieur au coût de production...

Production : Stabilité de la production 2014 en UE, progression en France ...

En Europe, pour 2014 la Commission table sur un léger repli de la production à 100 milliards d'œufs (6,08 millions de tonnes). Courant 2014, le cheptel a oscillé entre 330 et 340 millions de poules. Sur les 11 premiers mois de 2014, le cheptel est en régression de 2,7 % par rapport à 2013.

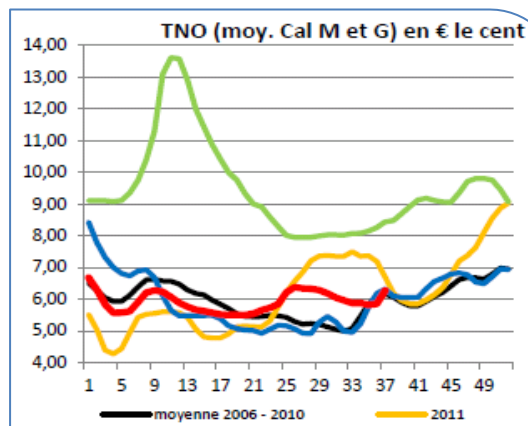
Après être descendu à près de 330 millions de pp en été, le potentiel est remonté à 340 millions en septembre 2014 avant de s'infléchir à nouveau sur la fin 2014. A noter une forte évolution des systèmes de production en UE depuis une quinzaine d'année avec le développement de l'alternatif (bio, sol et plein air). La cage qui représentait 80 % du potentiel au sein de l'UE à 15 en 2003, 66 % en 2010, reste dominante mais ne représente en 2013 plus que 57 % des places au sein de l'UE à 27 (source ITAVI).

En France, en 2013 la production était en hausse de 24,1 % par rapport à 2012 et de 12,8 % par rapport à la moyenne 2006/2010. Sur les onze premières périodes de 2014, le niveau de production reste supérieur de 5,5 % à 2013 et atteindrait 12,7 milliards d'œufs. Déficitaire depuis 2002, la balance commerciale est revenue excédentaire en 2013 de 24,6 M€.



Conjoncture : Légère reprise des cours en 2014 après l'effondrement de 2013.

En France, la production record d'œufs avait entraîné un effondrement des prix traduit par une baisse de 37 % en œufs coquille et de 40 % en œufs industrie. Au cours des 8 premiers mois 2014, les cours sont repartis légèrement à la hausse. La cotation officielle moyenne s'établit :



- En œufs coquille (moyenne des calibres M et G – moyen et gros) à 5,91 € le cent, soit une hausse de 2,9 % par rapport à la moyenne des 8 premiers mois 2013.

- En œufs industrie à 0,75 €/kg sur les 8 premiers 2014, soit une hausse de 6,7 % par rapport à la même période de 2013 (0,70 €/kg) (source ITAVI).

Il est clair que la baisse de la production hors France de pays grands producteurs d'œufs (Pologne, Allemagne, Italie) et la réalisation d'opérations d'exportation ont contribué à ce léger mouvement de reprise qui n'enlève rien à la situation de crise.

La comparaison des prix de vente « en libre » départ élevage avec la cotation montre que depuis début 2013, le prix départ élevage demeure en-dessous du coût de production proche d'1 € / kg.

La contractualisation étant très importante en filière œufs de consommation, ce sont les porteurs de contrats et donc souvent les organisations de production (ou les centres de conditionnement) qui subissent la pression négative de cette cotation par différence aux producteurs en libre (assez peu nombreux) qui y sont aujourd'hui directement confrontés après avoir profité de l'envolée de 2012.

Les chiffres clés

Production 2014

- UE 27 : production attendue de 100 milliards d'œufs (6,08 millions de tonnes) (- 0,4 % / 2013)
- France : production attendue de 15,87 milliards d'œufs (+ 5,8 % / 2013), 1^{er} rang de l'UE
- Bretagne : 20,15 millions de pp* (données provisoire Agreste), 42 % de l'effectif national
- UE : 42,2 % (34,5 % en 2010)
- France : 31 % (22,3 % en 2010)

L'activité des OP adhérentes à l'UGPVB (activité 2014)

- 10 OP œufs adhérentes
- 578 producteurs d'œufs sur Bretagne, Pays de Loire et Basse Normandie pour 19,76 millions de pp(*)
- 377 élevages alternatifs pour 4,174 millions de pp
194 élevages standards pour 15,6 millions de pp

* Légende

pp : poules pondeuses
Cours du libre : nu départ élevages (œuf brut non calibré et non conditionné)



Tous les efforts de maîtrise de l'offre engagés courant 2013 (allongement des vides, gel des projets, etc...) ou de dégagement d'œufs à l'exportation restent d'actualité compte tenu :

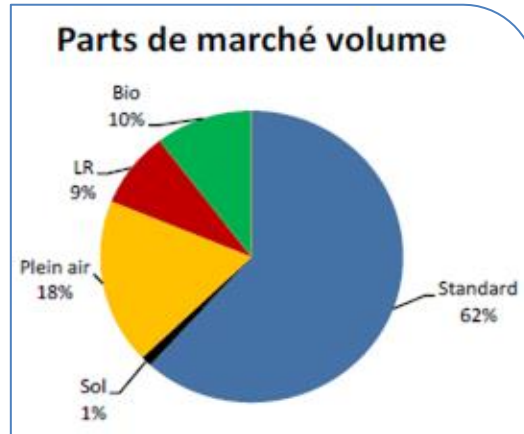
- de la persistance de la fragilité du marché,
- du décalage continu entre le prix de l'œuf français et le cours européen,
- de la reprise de production potentielle à venir à la suite de la mise aux normes des autres pays européens..

Consommation toujours dynamique.

L'œuf est consommé pour près de 40 % en ovoproduits en tant qu'ingrédient de fabrication (biscuiterie, etc..) ou en tant que préparation (RHD^(*), œufs pochés, durs, omelettes, etc..). Cette part est croissante. Les achats d'œufs en coquille par les ménages représentent entre 40 et 45 % de la consommation.

En 2013, ce marché a connu une croissance globale de 2 à 2,5 % en volume mais seulement de + 0,5 % en prix. Sur les 8 périodes 2014, il enregistrait une nouvelle progression autour de 1,8 % en volume tirée par l'alternatif (plein-air, LR^(*) et biologique). A noter que cette progression en volume se fait au détriment du prix puisque, selon les catégories, les prix sont tous en baisse d'environ - 2,2 % allant jusqu'à - 6,3 % en œufs plein air.

Segmentation des achats des ménages en 2013

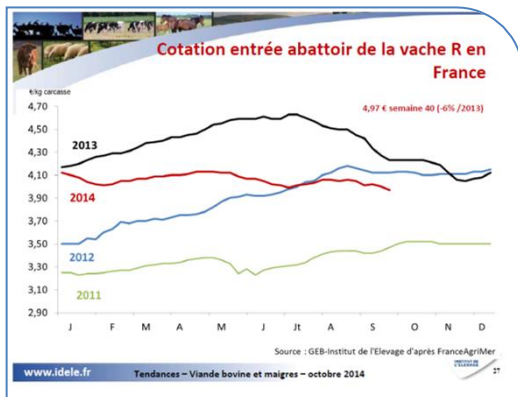


SECTION BOVIN

2013 : Des questionnements persistants et un cheptel breton à la baisse

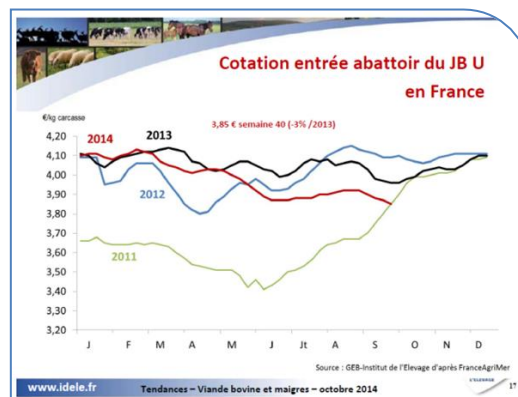
Les prix mondiaux des viandes se sont contractés en 2013, avec une conjoncture particulièrement défavorable : rebond des exportations brésiliennes et indiennes, contraction de la croissance économique mondiale, dépréciation des monnaies émergentes... Mais l'orage a été de courte durée. Début 2014, le plafonnement de l'offre et le regain de croissance économique tirent les prix à la hausse sur la scène internationale, dans un contexte où la demande des marchés émergents, asiatiques et méditerranéens, ne cesse de progresser.

2014 : Un marché européen perturbé... Des cotations à la baisse



Les courbes de cotations des différentes catégories bovines (jeune bovin, femelle allaitante) sont à la baisse en 2014 du fait des difficultés sur le marché italien, des effets indirects de l'embargo russe (la Pologne redirigeant ses ventes vers nos clients historiques), de la concurrence croissante avec les viandes de bœuf des îles britanniques, d'une consommation française tout juste stable et des annonces de baisse du prix du lait qui incitent les producteurs laitiers à décapitaliser.

Néanmoins, les fondamentaux restent bons : échanges annoncés avec le pourtour méditerranéen annoncés (mais des difficultés politiques, sanitaires... avant concrétisation), potentiel allaitant de la France confirmé avec une hausse des effectifs de femelles. Les récoltes fourragères sont bonnes à très bonnes en 2014 et l'aliment, indexé sur le coût des matières premières, est annoncé stable ou à la baisse.



Nos réunions

Conseil Œuf en 2014

- 16 janvier
- 27 mars
- 1^{er} juillet
- 3 octobre

Responsable professionnel

Yves-Marie BEAUDET
Président section œuf

Contact

Gilles GUILLAUME

* Légende

RHD: Restauration Hors Domicile
LR : Label Rouge



Les chiffres clés

La production bovine bretonne

- 6 550 exploitations détenant des vaches allaitantes
- 20 % du cheptel national de vaches laitières
- 3 % du cheptel de femelles allaitantes
- 23 % de la production nationale de veaux de boucherie
- 12 % de la production nationale de vaches de réforme
- 9 % de la production nationale de mâles âgés de plus de 8 mois
- 170 000 tonnes produites
- 1^{ère} région d'abattage française : 20 % des abattages de gros bovins et 40 % des abattages de veaux
- Valeur des exportations de viande bovine depuis la Bretagne : 176 millions € (2012)

Activité des Organisations de Producteurs Commerciales (OPC) bretonnes

- 6 OPC bovins adhérentes
- 4 400 élevages adhérents
- 170 000 bovins gras commercialisés dont :
 - 36 600 jeunes bovins commercialisés
 - 5 500 femelles commercialisées en filière Qualité

L'appui technique en Bretagne

- Suivis d'élevage dans le cadre du Contrat de Projet Etat Région
- 15 ETP techniciens

L'enjeu : Le maintien d'une filière allaitante en Bretagne

Les trésoreries des élevages sont tendues. Les incertitudes sont pesantes quant au redressement du marché, à la relance de la consommation, aux dispositifs PAC (aide PMTVA notamment). Encore cette année, les effectifs de vaches allaitantes en Bretagne sont en retrait pas rapport à l'an passé, quand les effectifs de vaches laitières progressent !

Nos réunions

Conseil bovin UGPVB et URGO en 2014 (hors commissions)

- 12 février
- 6 mai
- 8 juillet
- 18 novembre

Responsable professionnel

Philippe DAGORNE
Président section bovin

Contact

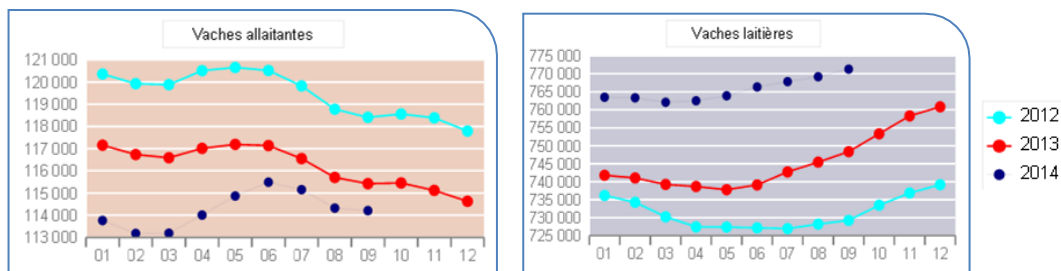
Marie DELANNOY

* Légende

OPC : Organisations de Producteurs Commerciales



Evolution des effectifs bovins (source : EDE ARSOE MA)



Les poly éleveurs bretons, sous les contraintes environnementales et la pression du foncier, les incertitudes de la filière allaitante, font le choix quasi irréversibles de se séparer de leur cheptel allaitant. La section bovine de l'UGPVB oriente sa stratégie sur un axe essentiel et urgent : **le maintien d'une filière allaitante et d'engraissement en Bretagne**. Pour cela, l'UGPVB intervient pour défendre un plan d'aide à l'investissement (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations) ambitieux pour les exploitations de la filière allaitante. L'accompagnement des exploitations couvre également l'assistance technique. Pour cela, les techniciens des OPC (*) interviennent sur l'analyse technico-économique. L'ensemble des données traitées en ferme sont valorisées collectivement au niveau de la section bovine de l'UGPVB (et des unions régionales Grand Ouest) de manière à fournir aux éleveurs des repères pertinents à comparer aux résultats d'élevages.

TOUTES SECTIONS

Report sine die de l'Ecotaxe

En octobre 2008, l'UGPVB se saisissait du dossier écotaxe et prenait une position très ferme d'opposition à ce nouvel impôt et décidait d'encourager la constitution d'un collectif breton. De nombreux travaux et actions engagés dans le cadre du collectif contre la « taxe Borloo » auront permis, dans un premier temps, de réduire la contribution de la Bretagne, puis d'obtenir la remise à plat du dispositif fin 2013.

Par la suite, un nouveau dispositif a été annoncé pour une mise en place à partir du 1^{er} janvier 2015. Il ressemblait au précédent, mais avec un réseau taxable qui passait de 15 000 à 4 000 km et une taxation moyenne à 0,13 €/km sur le réseau taxé, mais répercuté sur tous les transports réalisés en France. Ce « péage de transit » prévoyait un surcoût de 600 millions d'€ pour les entreprises et une recette nette de 350 millions d'€ pour l'Etat. Pour l'UGPVB, contrairement au message de la communication gouvernementale, ce dispositif revenait à :

- créer un nouveau véhicule fiscal à la merci de l'extension du réseau et de l'augmentation des taux à chaque loi de finance,
- pénaliser l'activité agricole et agroalimentaire qui repose sur des flux importants en amont et en aval des exploitations agricoles,
- affecter la compétitivité de la Bretagne du fait de sa position excentrée.



Des réunions d'informations visant à informer les entreprises bretonnes de l'impact potentiel de la nouvelle écotaxe ont été organisées début septembre. Le 30 septembre, les OP adhérentes de l'UGPVB participaient à une action symbolique devant la Préfecture pour s'opposer à ce nouvel impôt (cf. photo). Le 9 octobre, le gouvernement annonçait le report sine die du « péage de transit ».

Collectif des acteurs économiques bretons

Plan de modernisation des bâtiments

L'UGPVB représente les filières œuf et porc, au côté du GIE lait Viande, du CERAFEL, du GIVCB, et en partenariat avec la Chambre Régionale d'Agriculture, dans les discussions avec l'Etat et le Conseil Régional pour définir le futur plan de modernisation des bâtiments (modalités d'aides, critères de sélection, investissement éligibles, etc...). Pour les OP, la priorité doit être donnée à la compétitivité des élevages dans un environnement international concurrentiel avec comme axes essentiels : les volumes de production en Bretagne, la cohérence de la chaîne de production, les conditions de travail, l'excellence environnementale et sanitaire.



TOUTES SECTIONS

Le service environnement de l'UGPVB anime le réseau constitué par les techniciens des services Environnement - Bâtiment des Organisations de Producteurs. Il assure une veille et une expertise technique et réglementaire, répond aux sollicitations des techniciens, directeurs ou présidents, organise des réunions d'information ou de formation, fait le lien avec les autres instances professionnelles, CAR Environnement notamment, et entreprend en continu des démarches politiques et syndicales auprès des administrations départementales, régionales et nationales. L'UGPVB participe aux travaux du réseau environnement de Coop de France.

Démarches syndicales sur sites d'élevage

Au niveau départemental - CODERST 35.

Le 27 mai, à l'initiative de l'UGPVB et de la Chambre d'Agriculture 35, une vingtaine de membres du CODERST 35 ont visité l'élevage GAEC de la PIAIS (porcs/lait) à Messac. Ceux-ci ont constaté sur le terrain l'intérêt de permettre aux éleveurs d'investir pour moderniser les installations.



Au niveau régional - DRAAF – DREAL.

L'UGPVB a organisé le 21 octobre, pour la DRAAF et la DREAL, la visite de l'élevage « SCEA de la Petite Fontenelle » afin d'illustrer les dossiers environnement en cours de négociation avec les services de l'Etat.

Au niveau national : DGPR (MEDDE)*.

Sur proposition de l'UGPVB, le CAR environnement a reçu, le 14 octobre 2014, 8 membres de la DGPR pour visiter l'élevage porcin de l'EARL du Chêne Harel à Melesse (35) et l'élevage de poules pondeuses de l'EARL des Trois Sites à La Motte (22). Cette visite a permis d'illustrer auprès des décideurs publics les difficultés rencontrées par les éleveurs bretons au quotidien.



Au niveau européen : DG 'Entreprises'.

L'UGPVB et IF2O ont participé à l'organisation du Séminaire de la Direction Générale 'Entreprises' de la Commission Européenne sur les engrais. Les sites retenus pour les visites du 8 juillet et leur présentation (EARL de la Lande Moye, GAEC du Clos de la Pierre, CEDEV) ont permis de défendre et promouvoir notre spécificité de fabrication de fertilisants à la ferme.



Installations classées

Au niveau européen.

Directive IED (Industrial Emission Directive) :

2 groupes de travail (porcs et volailles), animés par l'IFIP et l'ITAVI, ont eu lieu début novembre pour analyser la 3^{ème} version du BREF élevage, transmis aux Etats membres en octobre. L'UGPVB a contribué à élaborer la réponse française pour une meilleure prise en compte des réalités du terrain.

Au niveau national.

Prescriptions techniques :

L'entrée en vigueur du régime enregistrement porcin et des nouvelles prescriptions techniques a posé des difficultés d'application sur le terrain. Les démarches syndicales des OPA (*) nationales ont conduit le MEDDE à travailler sur : 1- les projets d'arrêtés devant rectifier les « erreurs » figurant dans les arrêtés initiaux ; 2- les « Questions-Réponses » devant clarifier certaines ambiguïtés des arrêtés initiaux. L'UGPVB a été force de propositions sur ces démarches.

Nomenclature volaille :

L'UGPVB est intervenue comme appui technique auprès de Coop de France, dans les discussions sur la révision de la nomenclature volaille (relèvement du seuil autorisation au niveau européen et régime de l'enregistrement).

Simplification :

L'UGPVB a produit des propositions de simplification en matière d'environnement et d'urbanisme, portées par plusieurs députés lors des discussions sur la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, puis, directement auprès du secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la Simplification, M. MANDON.



► Les chiffres clés

- 4 consultations journalières des OP

► Nos réunions

Réunions d'information

- Réunions d'Actualités Environnement en 2014 : 22 mai et 16 décembre
- Réunion UGPVB – EDF pour les responsables Bâtiment sur les Certificats d'économies d'énergie le 13 mai

Commissions Environnement en 2014

- 10 janvier
- 30 janvier
- 4 mars
- 14 mars
- 16 avril
- 12 mai
- 5 juin
- 5 septembre

Réunions de travail

- 15 réunions du CAR Environnement et 6 rencontres CAR Environnement - Administration régionale
- 6 réunions DREAL-OPA
- 3 réunions nationales avec les Ministères en tant qu'expert du réseau environnement de COOP de France Pôle Animal
- 8 groupes de travail techniques avec les OP
- 2 réunions du réseau environnement à Coop de France
- Réunion UGPVB – CRAB recherche appliquée – IFIP sur les projets de recherche le 12 mai

* Légende

DGPR : Direction Générale de la Prévention et des Risques
MEDDE : Ministère de l'Ecologie
OPA : Organisation Professionnelle Agricole

Nos publications

- 8 Infos Environnement
- 73 mails d'information
- 1 Info Investissements
- 11 lettres d'information
« Mensuel environnement »

Infos Environnement

- n° 161 - Procédure d'enregistrement
- n° 162 - Nouveaux arrêtés de prescriptions techniques applicables aux élevages ICPE soumis à déclaration, enregistrement ou autorisation
- n° 163 - Arrêté régional du 14 mars 2014 : programme d'actions directive nitrates
- n° 164 - Priorités de l'inspection des Installations Classées pour 2014
- n° 165 - Expérimentation de l'autorisation unique
- n° 166 - Expérimentation d'un certificat de projet
- n° 167 - Fiches de préparation aux contrôles conditionnalités des aides PAC
- n° 168 - Modification de la nomenclature ICPE : 2781 - 1 et 3710

Info Investissements

- n° 26 - Aides PPE 2014



Directeurs DRAAF et DREAL Bretagne
21 octobre 2014 en élevage

* Légende

- GT : Groupes de Travail
- OPA : Organisation Professionnelle Agricole
- OP : Organisation de Producteurs

Au niveau régional.

La simplification des dossiers ICPE des éleveurs passent par :

- Une bonne compréhension des nouvelles règles édictées
- Une parfaite connaissance des éléments constitutif des dossiers
- La simplification de la mise à jour des plans d'épandage
- Une mise à jour permanente des outils d'aide à la rédaction des dossiers au fil des évolutions réglementaires : PVEF, grille de recevabilité, trame de rédaction...

A cette fin, des travaux ont été engagés dans le cadre de groupe de travail :

- Associant OPA régionales (UGPVB, CRAB, FRSEA) et DREAL pour cerner leurs attentes sur chacune des thématiques, et les inviter à prendre en considération les contraintes et les réalités du terrain.
- Associant les OPA régionales et les OP pour retranscrire dans des outils concrets (tableurs, notes, mails...) les évolutions réglementaires visant à clarifier et simplifier la rédaction des dossiers.

Eau

Redevance élevage.

En lien direct avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, l'UGPVB a apporté son expertise aux OP concernant l'application de la redevance pollution élevage et les modalités d'aides relatives aux investissements en matière de traitement des effluents.

Bassins versants algues vertes.

Suite à l'arrêt sur la mort du cheval, le CAR environnement a saisi officiellement les Ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie pour mettre en avant les efforts réalisés par les agriculteurs bretons dans la lutte contre la pollution par les nitrates.

Bassins versants contentieux (BVC).

L'UGPVB a continué d'appuyer l'urgence de l'évolution des règles dans les BVC conformes. L'Etat a transmis cette requête à la Commission Européenne.

Directive nitrates

Nouveau Programme d'Actions Régional (PAR).

PAR :

Le CAR environnement a participé aux échanges avec l'administration sur le projet d'arrêté régional, et contribué à la consultation publique. Après une dernière réunion associant les Ministères le 7 mars, l'arrêté a été signé le 14 mars. Il entérine la réforme des ZES et ZAC, demandé par les éleveurs et leurs OP avec notamment la fin de l'interdiction d'extension des élevages et le relèvement des seuils de traitement, mais il renforce le calendrier d'interdiction d'épandage...

Déclaration annuelle des flux :

Sa mise en place a suscité beaucoup de questions sur le terrain et donc occasionné de nombreux échanges entre les différents prestataires de service et l'administration (phase test, demande de délai supplémentaire jusqu'au 31 mars). Le CAR environnement a relayé un mot d'ordre de suspension de l'envoi des déclarations à l'administration, mot d'ordre respecté par les OP du fait de l'absence de garanties sur les engagements attendus de l'Etat, notamment sur le dispositif de surveillance.

Capacités de stockage :

Les nouveaux textes réglementaires accordent aux éleveurs un délai supplémentaire pour réaliser la mise aux normes des capacités de stockage. Cela passe par un formulaire de « demande de dérogation ». Le CAR environnement :

- A travaillé à la rédaction d'un formulaire excluant toute surenchère administrative
- Elabore un outil d'évaluation (tableur) simplifié permettant à chaque éleveur de déterminer quelles sont les capacités de stockage suffisantes pour chaque exploitation.

Recours gracieux et contentieux – nationaux et européens.

4^{èmes} programmes d'actions départementaux :

L'UGPVB, la FRSEA, la CRAB, CDFO et ARETAR se sont joints au recours en appel engagé par le MEDDE contre les jugements fixant la date d'épandage sur maïs au 31 mars. En parallèle, après avoir reçu une réponse négative aux recours gracieux contre les arrêtés préfectoraux modifiant les 4^{èmes} programmes d'actions initiés par l'UGPVB, la FRSEA et les FDSEA, des recours contentieux ont été engagés.

5^{ème} PAR :

L'UGPVB, la FRSEA et CDFO ont engagé un recours gracieux contre le 5^{ème} PAR. Ce recours a reçu une réponse négative du Préfet. La FRSEA a poursuivi la démarche en engageant un recours contentieux, soutenu politiquement et techniquement par l'UGPVB

Transposition de la Directive Nitrates :

Suite à l'arrêt du 4 septembre 2014 de la Cour de Justice de l'UE condamnant la France, l'UGPVB suit les échanges entre Ministères et Commission afin d'éviter le durcissement des règles pour les éleveurs.

Contrôles

Les fiches UGPVB de préparation aux contrôles conditionnalités des aides PAC, à destination des agriculteurs, ont été mises à jour pour 2014 et diffusé aux Organisations de Producteurs pour information aux éleveurs.

Energie

Economies d'énergie.

- L'UGPVB a participé au comité régional « Bâtiments d'élevage » animé par la DRAAF, qui gère notamment le Plan de Performance Energétique (PPE). Sur les 263 dossiers bretons retenus en 2014, 170 concernent la production porcine (2,69 M€ d'aides) et 11 la production d'œufs (0,169 M€ d'aides).



- Dans le cadre du partenariat UGPVB - EDF concernant les certificats d'économie d'énergie (CEE), une réunion d'information a été organisée avec EDF en avril pour rappeler les points de vigilance lors du dépôt d'un dossier de demande CEE. Par ailleurs, la sollicitation en 2013 du MEDDE visant à corriger une remise en cause de la délivrance de certains CEE a abouti positivement en janvier.

- L'UGPVB a assisté au comité de sélection du 2^{ème} appel à projet (AAP) Bâtiment d'élevage à énergie positive. Deux projets d'une Organisation de Producteurs adhérente ont été retenus.

- Lors de la semaine du Développement Durable (en avril), l'UGPVB a organisé avec la Région Bretagne, la DRAAF et l'ADEME, une conférence de presse pour témoigner de l'engagement des éleveurs de porcs dans le défi énergétique breton.

Tarifs jaunes et verts.

Un travail est engagé pour anticiper la fin des tarifs jaunes et verts au 31 décembre 2015.

Projet PROMETHIS.

Les conclusions de l'expertise économique de CDC Climat ont abouti à leur retrait et à la suspension du projet sur la capture simplifiée du méthane agricole et sa valorisation sur le marché carbone. L'évolution du projet vers une dimension R&D (*) est en cours d'étude.

Réseau pilote de gestion environnementale des exploitations porcines (GEEP)

Le réseau GEEP a été finalisé par l'IFIP au 1^{er} trimestre 2014. Son déploiement en Bretagne est en cours, avec notamment des financements FranceAgriMer.

Traitement, transfert et normalisation

L'UGPVB anime l'association IF20 (*) qui fédère les opérateurs impliqués dans la transformation et la mise en marché des fertilisants organiques. IF20 a poursuivi la veille réglementaire relative à la normalisation des engrais et amendements organiques, incluant les lisiers méthanisés. L'UGPVB et IF20 ont activement participé au séminaire relatif au futur Règlement engrais, organisé par la DG Entreprise en juillet. L'application du règlement sur les sous-produits animaux a fait l'objet d'échanges, en lien avec Qualimat, avec l'administration, notamment sur la notion d'agrément sanitaire. IF20 a aussi communiqué pour encourager la diffusion des guides pratiques à destination des éleveurs.



Engrais NP issu de lisier de porc

Autres aides aux éleveurs

L'UGPVB réalise l'instruction technique des dossiers d'aides aux investissements pour l'amélioration du stockage des cadavres d'animaux en élevage porcin (aides Etat et Conseil Régional de Bretagne). En 2014, 4 demandes de versements ont été instruites pour un montant total d'aide de 10 723,85 €.

Agro-écologie



L'UGPVB s'est inscrite dans la dynamique lancée par le Ministère de l'agriculture sur l'agro-écologie en échangeant avec la DRAAF fin 2013 avec pour objectif d'appréhender le concept promu par le Ministère. La démarche a été présentée par la DRAAF à la Commission environnement UGPVB d'avril 2014. Cela a mis en évidence que de nombreuses actions de terrain réalisées depuis longtemps s'inscrivent dans l'agro-écologie.



Réunion d'échanges CEE avec les techniciens bâtiments - 13 mai 2014 -



Réunion actualité Grand Ouest avec les membres de la DGPR - 22 mai 2014 -

Responsable professionnel

Yves-Marie BEAUDET

Contacts

Nolwenn LEMAIRE
Marie PERRET
Marie THIMOLÉON

* Légende

R&D : Recherche et Développement
IF20 : Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest



TOUTES SECTIONS

Veille juridique et technique

Le service sanitaire a poursuivi sa veille juridique et technique tout au long de l'année 2014. Une information concise de l'actualité sanitaire est adressée régulièrement sous forme "d'Info Sanitaire", à tous les vétérinaires, directeurs et présidents des Organismes de Producteurs, dès que l'actualité l'exige, et en fonction des sections représentées au sein de l'UGPVB.

Organisation de la gouvernance sanitaire

Loin, voire en contradiction avec la réalité du terrain, le Ministre de l'agriculture a décidé, par arrêté du 31 mars 2014, que seuls les GDS étaient reconnus "OVS domaine animal" dans toutes les régions françaises, y compris en Bretagne.

Cette décision ministérielle a été prise en dépit de l'avis "très défavorable", selon les propres termes du Préfet de région, sur la demande de reconnaissance déposée, pour le domaine animal, par le GDS Bretagne. Cet arrêté fait l'objet d'un recours contentieux devant le Conseil d'Etat, et a suscité de nombreuses réactions de la profession. Parallèlement, des discussions entre les parties concernées sont en cours, avec la volonté des représentants de l'UGPVB de parvenir à la mise en place effective d'une structure permettant d'assurer une représentation équilibrée entre les filières animales, et respectant l'autonomie financière, politique et technique de chaque type de production.

Pharmacie vétérinaire

L'UGPVB a apporté son expertise et son appui aux OP sur le volet pharmacie vétérinaire, notamment pour les OP devant renouveler leur agrément au titre du Programme sanitaire d'élevage (PSE).

SECTION PORC

Le service sanitaire travaille en réseau avec les vétérinaires assurant le suivi des élevages des adhérents des Organisations de Producteurs (OP). Il assure aussi une veille technique et réglementaire, représente les OP auprès de l'administration, mène des projets techniques et participe à la mise en place d'une organisation solidaire et efficace au niveau régional, en particulier via l'OVS Porc Bretagne qu'il anime.

Commission sanitaire

L'UGPVB assure l'animation de la Commission sanitaire, composée des membres du Bureau de la section porc et des vétérinaires travaillant avec les OP porcs adhérents. Cette Commission est élargie à la Normandie et aux Pays de la Loire.

Groupe de travail sur le SDRP

En tant qu'animateur de l'OVS Porc Bretagne, l'UGPVB coordonne un groupe de travail sur le SDRP. Ce groupe, composé de membres de l'OVS, a proposé un début de plan d'actions à mettre en place pour lutter contre le SDRP en Bretagne. Ce plan de lutte a été enrichi d'un volet "recherche" à la suite de l'association de l'ANSES, de l'IFIP et de la CRAB dans le projet.

Protection des élevages SDRP négatifs

Le dépistage des élevages SDRP négatifs ayant des truies a débuté fin 2013 et s'est poursuivie en 2014. Une charte de protection de ces élevages est en cours de finalisation. En adhérant à cette charte, l'éleveur s'engagera à prendre des précautions pour protéger son élevage du SDRP. Il bénéficiera en échange d'un dépistage régulier et d'une protection collective (en particulier prise en compte du SDRP pour l'organisation des transports).

Importations de porcelets

En tant qu'animateur de l'OVS Porc Bretagne, l'UGPVB met en place depuis 2012 un cahier des charges établissant les mesures sanitaires à respecter lors d'importations de porcelets pour limiter les risques d'introductions de germes pathogènes dans la région. En 2014, des discussions ont été initiées au niveau national et international pour limiter les risques sanitaires liées aux importations de reproducteurs et de semence.



Nos publications

Infos Sanitaires

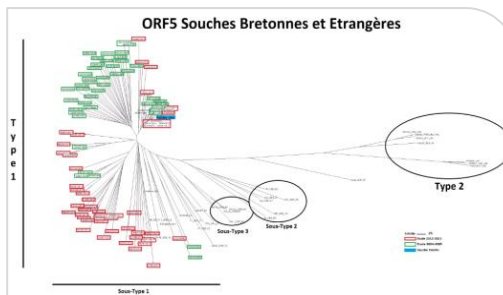
- n° 397 - Simplification de la PPC : 1 seule liste de pays concernés par des restrictions sur leurs exportations
- n° 398 - Entrée de la Peste Porcine (PPA) en Europe (Lituanie)
- n° 399 - Mise à jour de la liste dérogatoire au profit des groupements agréés pour la mise en œuvre de leur Plan Sanitaire d'Élevage (PSE) (Arrêté du 28 juin 2011)
- n° 400 - Bilan MRC 2012
- n° 401 - Les critères microbiologiques réglementaires pour la filière porc
- n° 402 - Analyse coûts-bénéfices des plans de contrôle salmonelles en abattoir
- n° 403 - Détection d'une souche de SDRP de génotype Nord-Américain en Suisse



- n° 404 - Le point sur la DEP et les actions de l'OVS
- n° 405 - Décision surprise : les GDS reconnus OVS !
- n° 406 - Prises de conscience du danger représenté par la DEP
- n° 407 - Evaluation - Epidémie de Fièvre Apathétique (FA) - Tunisie
- n° 408 - Diarrhée Epidémique Porcine : renforcer les mesures de biosécurité
- n° 409 - Qu'est-ce que la biosécurité, en général ? Quelles sont les mesures prioritaires en cas de DEP ?
- n° 410 - Rapport de l'Anses sur les risques d'émergence d'antibiorésistance liés aux modes d'utilisation des antibiotiques
- n° 411 - La Lettonie, 3^{ème} pays européen touché par la PPA
- n° 412 - Agrément des centres de rassemblement et des marchés
- n° 413 - Projet d'arrêté toutes espèces de révision des modalités d'indemnisation en cas d'abattage sanitaire
- n° 414 - Avis de l'Anses sur les risques d'émergence de la DEP en France
- n° 415 - Risque d'émergence de la Peste Porcine Classique (PPC) dans les Vosges du Nord

Etude souches SDRP

Les séquences des souches SDRP obtenues en 2004-2005 et en 2012-2013 ont été transmises à l'ANSES pour poursuivre la surveillance des souches SDRP circulant en Bretagne et étendre cette surveillance au niveau national par l'intermédiaire des principales associations de vétérinaires intervenant en production porcine.



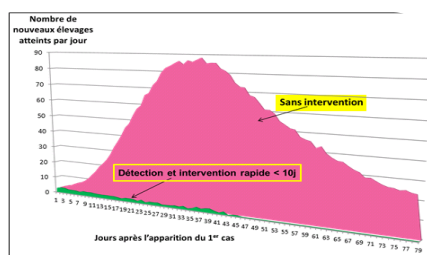
Réseau d'épidémiologie EPIPORC

La refonte du réseau d'épidémiologie (qui fonctionne depuis plus de 3 ans avec la feuille mensuelle de relevé des pathologies dominantes et exceptionnelles) a permis de formaliser un compte rendu de visite d'élevage type disponible sur PC et portable Android (téléphone ou tablette). Grâce à ce nouvel outil, l'OVS Porc Bretagne souhaite restituer des synthèses plus pertinentes au terrain. Pour assurer une utilisation maximale de ce compte rendu de visite, des travaux sont engagés avec les structures vétérinaires pour exploiter au mieux les saisies effectuées dans leurs propres bases de données.

Peste Porcine Africaine, Fièvre Aphteuse, autres maladies de catégorie I

Que ce soit pour les maladies de catégorie I (PPA ou FA) ou pour tout autre danger sanitaire "en progression" (DEP), l'UGPVB et l'OVS Porc Bretagne tiennent régulièrement informés leurs propres membres (Infos sanitaires et Infos OVS), informent des dispositions nécessaires pour limiter l'introduction de ces dangers (courriers aux administrations et aux syndicats interprofessionnels concernés), et participent à la mise en place de mesures de protection lors du SPACE, par exemple.

Diarrhée Epidémiologique Porcine



L'émergence de ce virus sur le continent américain, ainsi que les craintes vis-à-vis de différentes sources d'importation ont motivé la rédaction de plusieurs courriers d'alerte, la constitution d'un groupe de travail sous l'égide de l'OVS Porc Bretagne, élargi et complété au niveau national par l'ANSP. Les documents de l'IFIP ont été relayés et un flyer "la DEP peut vous toucher... que faire ?" à l'attention des éleveurs, conçu et diffusé.

Surveillance de la Grippe

En novembre 2009, la Bretagne a été la 1^{ère} région à surveiller les virus Grippe chez le porc. Depuis mars 2011, l'OVS anime donc, en Bretagne, le Resavip (Réseau national de Surveillance des Virus Influenza chez le Porc). Chaque année, les résultats de plus de 200 kits grippe prélevés en Bretagne enrichissent ce réseau national et la connaissance des virus de la Grippe circulant chez le porc en France. A signaler en 2014, au niveau régional, l'isolement d'un virus pandémique de 2009 dans un élevage du 35 et au niveau national, une réflexion pour une répartition des prélèvements entre régions mieux adaptée aux risques d'introduction de nouveaux virus.

Antibiotiques

L'UGPVB participe au groupe de travail créé par INAPORC visant à suivre la consommation et les pratiques d'usage des antibiotiques dans un panel d'élevages tirés au sort.

Maladie d'Aujeszky

L'OVS Porc Bretagne a chargé un groupe de travail, de rédiger le cahier des charges d'un logiciel adapté à la surveillance de l'Aujeszky (prophylaxie et suspicions). Ce logiciel doit permettre de faciliter toutes les opérations et les démarches liées à cette surveillance, tant pour l'éleveur que pour le vétérinaire.

Au terme de la 3^{ème} saison de chasse consécutive (convention FDC22 - OVS Porc Bretagne), les résultats des sangliers dépistés sont toujours tous négatifs. La réapparition de l'Aujeszky à partir de la faune sauvage (comme dans le Sud Ouest) est donc peu probable en Bretagne. Cette action de surveillance des sangliers est terminée, sauf si elle doit être renouvelée dans un cadre national coordonné.

Publications

- n° 416 - Parution de la NS de la DGAI DEP - Surveillance
- n° 417 - Compte rendu du "Swine Enteric Coronavirus Diseases (SECD) International Meeting" 23-25 sept, Chicago, US
- n° 418 - Pharmacie vétérinaire. Les modifications opérées par la LAAF
- n° 419 - Avancée de la Peste Porcine Africaine (PPA) en Europe : nouvelle décision européenne
- n° 420 - Statut de l'animal. Nouvelle définition du Code Civil
- N° 421 - Bilan maladies de catégorie 1 en 2013

Nos réunions

Commission Sanitaire en 2014

- 11 février
- 13 juin
- 20 novembre

Réunion du Groupe de travail SDRP en 2014

- 28 janvier
- 8 avril
- 27 mai
- 30 septembre

Réunion des acteurs du réseau Gripes en Bretagne en 2014

- 21 janvier

Réunion du Groupe de travail DEP en 2014

- 2 juin
- 4 septembre

Responsable professionnel

Bernard ROUXEL

Contacts

Nathalie CHATELIER
Florence HUMBERT

* Légende

- PPA: Peste Porcine Africaine
- FA : Fièvre Aphteuse
- DEP : Diarrhée Epidémiologique Porcine



SECTION ŒUF

Salmonelles : Un niveau de prévalence français toujours aussi bonne mais ... l'excellence sanitaire n'est jamais définitivement gagnée !

Sur le maillon production (poulettes et pondeuses), les niveaux de prévalence sur les dernières années ont été les suivants :

Ce tableau témoigne de la baisse de prévalence du maillon ponte sur les trois dernières années. En 2014, une réémergence de contamination salmonelles en cheptels de ponte en Rhône Alpes témoigne, qu'en sanitaire, rien n'est jamais définitivement acquis. L'origine n'est pas à ce jour établie.

Année	Stade concerné	Objectif européen de prévalence	Prévalence observée (Se + St)
2011	Poulettes (pré-ponte)	Sans objet	0,15 %
	Pondeuses	1,46 %	1,45 %
2012	Poulettes (pré-ponte)	Sans objet	0,10 %
	Pondeuses	1,31 %	1,42 %
2013	Poulettes (pré-ponte)	Sans objet	0,18 %
	Pondeuses	1,18 %	0,58 %

Plan de lutte Salmonelles : Réouverture des discussions au plan national

Suite à son audit fin 2013, l'OAV (*) a souligné que la pratique française du prélèvement systématique de confirmation en cas de positivité ne serait pas conforme à la vision de l'UE. De plus, s'appuyant sur le taux de positivité lors de contrôles de confirmation en forte baisse ces dernières années, la DGAL souhaite faire évoluer le plan de lutte national vers une délivrance directe d'APDI (arrêté d'infection) dans 50 % des cas. La profession s'oppose au dépistage français par chiffonnettes (prélèvement d'environnement) inexistant ailleurs et qui élève déjà le niveau de contrainte de notre plan de lutte par rapport à d'autres pays de l'UE. Ce dossier sensible reste ouvert et sera pleinement d'actualité en 2015. La profession y sera très vigilante via la Commission réglementation du CNPO (*) présidée par M. BEAUDET, au sein de laquelle la section œufs UGPVB est très impliquée.

BD volailles : Un projet de base de données en filière ponte en cours d'élaboration

Suite à l'audit de la filière ponte de fin 2013, le CNPO (*) travaille sur un projet de BD œufs (base de données) dont l'objectif est de mieux connaître l'évolution du potentiel de production. La section œufs UGPVB et ses OP (*) membres sont très impliqués dans ce projet d'importance pour notre filière.

Grippe aviaire : Réapparition du risque d'IA hautement pathogène en UE

Une souche H5N8 jusqu'à présent dépistée qu'en Asie, a été trouvée successivement en novembre 2014 sur un élevage de dindes en Allemagne, puis en poulets aux Pays-Bas (2 cas) et d'un cas en canards au Royaume-Uni. Le risque Influenza HP est réel, l'UE entre en vigilance.

Les chiffres clés

Prévalence *Salmonella*

- 2004 : 2,7 % / (Se seul)
- 2010 : 1,7 % (Se + St)
(Nb : rajout dépistage St en 2008)
- 2012 : 1,52 % (Se + St)
- 2013 : 0,76 % (Se + St)

Nos réunions

Commission sanitaire

4 septembre 2014

Dossier « Chute de ponte »
ou « Triangle infernal »

23 octobre 2014

Responsable professionnel

Yves-Marie BEAUDET

Contact

Gilles GUILLAUME

* Légende

OAV : Office Alimentaire et
Vétérinaire

OP : Organisation de Producteurs

CNPO : Comité National de la
Promotion de l'Œuf –
Interprofession

QUALITE



SECTION ŒUF

Modernisation des élevages en filière Ponte œufs de consommation en Bretagne

Aide nationale : En 2014, les seules aides possibles concernaient le PMBE (en ruminants) et le PPE (économie d'énergie) : en filière Ponte, il a concerné 11 dossiers pour 0,169 M€ d'aide (4 % des dossiers et 3 % des aides).



Aide régionale : En 2014, le Conseil régional a poursuivi son soutien à notre filière Ponte en allouant une dotation de 200 K€ d'aide aux investissements. 40 dossiers d'éleveurs pour un montant d'aide de 199 K€ ont été engagés. Une nouvelle fois, La section œufs UGPVB a prouvé sa capacité à utiliser les crédits qui lui sont confiés. Que la Région Bretagne soit remerciée de ce soutien 2014 qui a permis d'assurer la transition avec le futur dispositif d'aide à la modernisation des exploitations (toutes filières) opérationnel début 2015 !

Responsable professionnel

Jean QUENNEMET





SECTION PORC

Le service qualité s'investit notamment sur les dossiers mâles entiers, Paquet Hygiène, identification et traçabilité, affichage. Il assure la gestion de la démarche VPF, QT en lien avec les Organisations de Producteurs (OP) et anime la commission qualité qui réunit les ingénieurs qualité amont et aval et, d'une manière générale, les travaux de l'ARIP.

Mise à jour des engagements VPF et déploiement du QT

Les démarches VPF et QT ont deux niveaux distincts d'obligation :

- La première, Viande de Porc Française (VPF) concerne uniquement l'origine française des animaux et leur traçabilité. Elle est identifiée par le logo « Le Porc Français ». Ce logo a remplacé le logo VPF en mars 2014. Ce nouveau logo concrétise la volonté des Professionnels de la filière de permettre aux consommateurs de mieux identifier l'origine française des viandes fraîches et produits transformés.

- La deuxième, Qualité Traçabilité (QT) comporte le socle de base de VPF auquel s'ajoute les bonnes pratiques d'élevage (dont notamment le traitement de la douleur post-opératoire à la castration et la gestion de l'incident aiguille cassée). Cette démarche oblige les éleveurs à faire référencer son ou ses site(s) lors d'un audit réalisé par un technicien d'OP. Cet engagement leur permet de prétendre à la plus value qualité de 2 ct d'euro supplémentaires par kg de carcasse.

A compter du 1^{er} mars 2015, tout site d'élevage non à jour dans BDPORC sera déréférencé de la démarche VPF ou des démarches VPF et QT.



L'information sur la Chaîne Alimentaire et le bon d'enlèvement

Dans le cadre de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 14 novembre 2012 relatif à l'Information sur la Chaîne Alimentaire (ICA) le 1er juillet 2013, un nouveau bon d'enlèvement a été élaboré avec une présentation plus simple et claire du tableau Chaîne Alimentaire et Transportabilité. Le premier bilan national présente un résultat encourageant avec plus de 85 % des animaux arrivant à l'abattoir avec une ICA correctement annoncée.

L'étiquetage d'origine

Le règlement européen n°1169/2011 concernant l'information du consommateur sur les denrées alimentaires prévoit l'obligation d'indiquer le pays d'origine ou le lieu de provenance pour les viandes fraîches, réfrigérées et congelées des animaux des espèces porcines, ovines, caprines et des volailles et pour les viandes utilisées en tant qu'ingrédient.

Concernant la viande, l'étiquetage obligatoire se restreint au pays d'élevage et d'abattage. Concernant la viande en tant qu'ingrédient, aucune proposition législative n'est faite. L'UGPVB mobilise toujours les décideurs politiques français et européens pour défendre l'étiquetage « né, élevé, abattu » sur l'ensemble des étiquettes.

DROSME et ACIDROS – CONFIDENTIEL

Le projet DROSME, piloté par l'ARIP(*), s'est terminé le 31 décembre 2013. La suite de ce projet nommé « ACIDROS » (*Application en Conditions Industrielles de la Détection Rapide des Odeurs Sexuelles*), a été labellisée à l'unanimité par les membres du comité de labellisation Valorial du 25 septembre 2014. L'objectif est de définir les conditions optimales de faisabilité pour détecter rapidement les odeurs de carcasses de mâles entiers à l'abattoir.



Participation au Groupe européen d'experts sur les alternatives à la castration chirurgicale du porcelet

Dans le cadre de la déclaration d'intention, l'UGPVB participe, au titre du CRP, aux réunions du groupe d'experts et du groupe communication/information organisées par la DG SANCO. Notre participation à ces réunions (6 réunions en 2014) permet à la filière bretonne d'être au cœur des discussions et négociations européennes.

Transfert de porcelets entre sites d'élevage

Conformément à la proposition de l'UGPVB, relayée par COOP de France, de permettre à certains éleveurs de ne plus être dans l'obligation de tatouer ou de boucler les porcelets de 8 ou 25 kg entre sites d'élevage, BDPORC a défini avec la DGAI les modalités de mise en œuvre pour que cela soit possible sous certaines conditions, dès début 2015.



▶ Nos réunions

- 1 Commission Qualité Grand-Ouest
- 4 réunions DROSME et ACIDROS
- 2 réunions VPF/QT
- 1 réunion EDE/Uniporc-ouest
- 1 formation BDPORC / DDPP

▶ Les chiffres clés

- 6 128 sites référencés QT
- 6 130 sites référencés VPF porcs charcutiers
- 5 662 sites référencés VPF cochons
- 123 audits GBPH réalisés en 2014

▶ Nos publications

Infos Qualité

- n° 157 - Nouveau bon d'enlèvement Uniporc-Ouest - Nouvelle présentation de la rubrique ICA et Transportabilité
- n° 158 - Etiquetage d'origine des viandes – Point sur le dossier
- n° 159 - Mise en place de l'inspection pot mortem visuelle des porcs à l'abattoir dès le 1^{er} juin 2014
- n° 160 - Diarrhée épidémique porcine
- n° 161 - Déploiement de la démarche QT – Qualité Traçabilité
- n° 162 - Bilan ICA
- n° 163 - CCOT Identification porcine – Nouvelle version (11.00)

▶ Responsable professionnel

Philippe LE JOSSEC

▶ Contact

Laurie DETRIMONT

* Légende

ARIP: Association Régionale Interprofessionnelle Porcine de Bretagne



SECTION PORC

L'UGPVB assure un suivi régulier du dossier "bien-être animal" tant aux niveaux européen et français qu'au niveau de son application pratique en Bretagne, en lien avec les instances nationales, Coop de France Pôle Animal, la FNP, INAPORC, ainsi que BREIZ EUROPE. L'UGPVB participe aux travaux de la Commission régionale Bien-être animal commune à l'UGPVB, la FRSEA et la CRAB.

Indicateurs «caillebotis»

A la suite de l'enquête menée en 2011 en Bretagne, une étude a été mise en place au niveau national pour rechercher des indicateurs de bien-être objectifs. Les premières conclusions de l'étude ont fait l'objet de discussion avec les représentants de la DG SANCO et de la DGAL, venus en Bretagne en mai dernier, sous l'impulsion de BREIZ EUROPE (cf. photo).



L'objectif sur ce dossier est de passer d'une logique réglementaire, normative à une démarche de progrès gérée par l'éleveur et les organismes de conseil qui l'accompagnent, basée sur des obligations de résultats plutôt que sur des obligations de moyens. Des travaux complémentaires doivent être engagés pour être en capacité de gérer l'ensemble des points relatifs au bien être avec cette logique d'obligation de résultats et non pas de moyens.

Vademecum bien-être animal des porcs

La venue des représentants du Bureau de Protection animale de la DGAL en mai dernier, en Bretagne, a permis de relancer la discussion pour préciser certains points du vademecum, servant de base pour les contrôles "Protection animale" en élevage. Des discussions demeurent néanmoins sur les notions d'absence de mutilation et encochage, caudectomie, réduction des coins, qualité de l'air ambiant, matériaux manipulables, âge au sevrage et abreuvement.

Mise aux normes bien-être des truies en groupe

L'UGPVB a participé activement aux différents comités de pilotage régionaux qui ont eu lieu au cours de l'année 2014 sur la mise aux normes des truies en groupe. Ces échanges entre profession agricole et administration ont permis des avancées constructives et harmonisées dans ce domaine. La France a informé Bruxelles que 100 % du cheptel truies français était aux normes.

SECTION ŒUF

Le bien-être : EBENE, projet national de grille d'indicateurs en pondeuses

L'UE prévoit la rédaction d'une loi cadre, d'ici 2016, destinée à remplacer la directive 98/58/CE dite transfilarières. D'obligation de moyens (directives sectorielles), elle prévoit des obligations de résultats. La filière œufs s'y prépare au niveau national avec l'élaboration d'indicateurs du bien-être des pondeuses. Il s'agit aussi de se doter d'outils de réponse aux welfaristes. La section œufs UGPVB est très impliquée dans ce travail animé par l'ITAVI qui concerne toute l'aviculture, et fait en lien avec le CNPO pour la filière œufs.

Welfaristes : La filière ponte sous haute pression fin 2014

Lors du SPACE, la 1^{ère} attaque L.214 portait sur les pondeuses en cages. En novembre, elle récidivait sur l'élimination des poussins d'un jour. Sa méthode repose toujours sur le buzz médiatique via l'usage de vidéos calomnieuses. Face au contexte d'attaques croissantes sur toutes les filières d'élevage, un groupe de travail inter-OPA, animé par la FNSEA, s'est structuré en 2014. MM. BEAUDET et PICARD (2 professionnels de la section œufs UGPVB) y représentent le CNPO sur ce dossier. La section œufs UGPVB est en alerte permanente concernant toutes les attaques portées, quelque soit l'origine, sur les modes d'élevages pratiqués aujourd'hui en œufs de consommation.



Nos réunions

Commission Régionale Bien-être animal des porcs en 2014

- 3 juillet

Comité de pilotage caillebotis en 2014

- 22 mai

Comité de suivi régional des mises aux normes des truies en groupe en 2014

- 29 janvier
- 10 février
- 18 mars
- 25 septembre

Nos publications

(en partenariat avec la FRSEA et la CRAB)

- Lettre bien-être n° 9 - février 2014
- Lettre bien-être n° 10 - juillet 2014

Responsable professionnel

François-Régis HUET

Contact

Emmanuelle HENRY



Nos publications

Info Investissements

- n° 26 - Le plan de performance énergétique : PPE 2014 - Avril 2014

Responsables professionnels

Yves-Marie BEAUDET
Franck PICARD

Contact

Gilles GUILLAUME



TOUTES SECTIONS

Le service juridique a une double vocation :

- Une expertise et un appui juridique, pour la défense collective, à l'ensemble des Organisations de Producteurs (OP) adhérentes dans les domaines de compétences de l'UGPVB : environnement, sanitaire, construction et urbanisme, santé et sécurité en élevage, qualité, communication.
- Une expertise juridique en appui aux services techniques de l'UGPVB.

Dans cette optique, la veille réglementaire et jurisprudentielle est assurée au quotidien.

Le service juridique intervient également à la demande des OP sur des dossiers particuliers de leurs adhérents, du conseil au contentieux, en lien avec des cabinets d'avocats référents.

Au niveau collectif, les juristes de l'UGPVB organisent des réunions d'information pour ses adhérents.

Consultations juridiques 2014

Outre la participation des juristes à la rédaction des informations diffusées par les services environnement, qualité, sanitaire et communication, le service juridique a répondu à plus de 100 consultations formulées par les adhérents, et a accompagné ces derniers dans leurs démarches administratives individuelles.

Quelques exemples de questions posées en 2014 par les adhérents : notion de tiers, distances d'implantation des bâtiments, pose et entretien des extincteurs, rapport de base, régime d'enregistrement ICPE, déchets de soin, nuisances olfactives, pharmacie vétérinaire, regroupement ATM...

Suivi des contentieux 2014

Le service juridique a accompagné les OP dans le suivi de dossiers contentieux de leurs adhérents, que ce soit dans le cadre de recours gracieux ou contentieux, en demande ou en défense, au niveau des juridictions administratives, pénales et civiles, sur le fond et en référé.

Au cours de l'année, plus de 35 dossiers contentieux ont été instruits, 15 procédures sont toujours en cours devant les tribunaux.

Le service juridique instruit les contentieux, engagés par l'UGPVB, en son nom propre (recours contre les programmes d'actions « Directive Nitrate »). Il assure un suivi actif des contentieux initiés par les OPA nationales (ex: contentieux relatif à la nouvelle gouvernance sanitaire).

Travaux législatifs et réglementaires

Le service juridique est intervenu au cours de cette année 2014, en lien avec les services concernés de l'UGPVB et les partenaires régionaux et nationaux (notamment Coop de France), sur les projets de futures réglementations et/ou l'application de nouvelles normes intéressant l'élevage, notamment en environnement et en sanitaire.

Quelques exemples de travaux suivis en 2014 : Réforme des prescriptions techniques applicables aux IC élevage, grilles de recevabilité enregistrement, réforme du droit de l'urbanisme (surfaces de plancher), modification de la nomenclature ICPE, Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (volets environnement, économique et sanitaire), gouvernance sanitaire...

Construction et Urbanisme : Création d'un Groupe de Travail toutes sections

Un Groupe de Travail UGPVB spécialisé sur les questions d'urbanisme et de construction à été créé en 2014. Ce groupe est piloté par le service juridique de l'UGPVB et réunit les techniciens Bâtiments des OP pour les 3 sections. Il s'est réuni à deux reprises durant l'année et a notamment participé à l'élaboration du Guide Urbanisme en apportant son expertise technique.

Guide Urbanisme spécial installation agricole



L'UGPVB, la CRAB, le GIE Elevages de Bretagne et les DDTM de Bretagne ont élaboré le nouveau Guide technique pour l'instruction des autorisations d'urbanisme agricole 2014. Il a été présenté à la presse et aux bureaux d'études au SPACE dernier en partenariat avec la Préfecture de Région. Ce nouveau guide recense les règles applicables à la construction et à l'urbanisme des bâtiments agricoles en Bretagne (permis de construire principalement). Destiné aux techniciens des services construction et urbanisme des Organisations de Producteurs, aux bureaux de Producteurs, aux bureaux d'étude, aux services instructeurs de l'administration et aux collectivités (communes, communautés de communes), ce guide doit faciliter la préparation des dossiers, harmoniser leur instruction, et éclairer les professionnels sur les différentes réglementations applicables.



▶ Les chiffres clés

- 100 consultations en réponse aux OP
- Plus de 100 échanges téléphoniques mensuels avec les OP
- Suivi de 15 dossiers contentieux en cours
- Assistance pour 20 contentieux désormais jugés

▶ Nos réunions

- Participation aux réunions UGPVB en environnement, sanitaire et communication
- Réunions des techniciens d'OP en construction et urbanisme

▶ Nos publications

- Volet juridique des "Infos" destinées aux adhérents de l'UGPVB
- Articles de presse
- Guide technique urbanisme spécial installations agricoles

▶ Responsable professionnel sécurité en élevage

David JOUBIER

▶ Contacts

Emmanuelle HENRY
Marie PERRET



Conférence de presse du 18/09/2014
- Présentation du nouveau Guide Urbanisme -



SECTION PORC

Les chiffres clés

- Journée «Tous à la Ferme !»
Près de 5 000 visiteurs en élevage de porcs ,
7 élevages de porcs ouverts,
6 OP porcines mobilisées :
Aveltis, Porélia, Porc Armor
Evolution, Prestor, Triskalia, Le
Gouessant / Syproporcs.
- De l'art ou du cochon :
350 cochons décorés par 1432
élèves,
6 pré-sélections dans les OP et
1 jury final.
- 6 éleveurs bretons à la
rencontre des parisiens au SIA
en février.
- Bouchons d'amour : 6 kg
récoltés au SPACE, grâce à la
mobilisation de 7 OP : Aveltis,
Elpor, GRPPO, Porélia, Porc
Armor Evolution, Prestor,
Triskalia.
- Plus de 20 000 outils de
communication mis à
disposition des OPA.
- Organisation de 6 points presse
dont conférences « énergie »
(semaine du développement
durable) et « guide urbanisme »
(Space).
- 26 sollicitations de la presse
généraliste dont 17 contacts
aboutis (interview/reportage
réalisés).

Nos réunions

- **Commission communication en 2014 :**
4 mars - 20 mai - 26 août -
18 novembre
- **27 rencontres dans le cadre de la Pig Parade**
- **1 présentation de la stratégie de communication des éleveurs de porcs bretons aux BTS communication de Laval**

Nos publications

- 45 mails d'info

Responsable professionnel

David RIOU

Contact

Emilie CHARPENTIER

Le service communication de l'UGPVB anime la commission communication UGPVB-CRP et pilote, en lien notamment avec les Organisations de Producteurs (OP), les actions du plan de communication annuel pour la promotion du métier d'éleveur de porcs breton. Le service apporte son expertise auprès des OP et intervient en appui des services techniques de l'UGPVB (conseils, organisation de conférence de presse...). Le service communication assure en lien avec la Direction, la communication institutionnelle de l'UGPVB. Il traite les sollicitations médiatiques et met en relation journalistes et éleveurs.

De l'art ou du cochon ?

Les éleveurs de porcs bretons ont conservé leur fibre artistique en 2014 en proposant une exposition dans les 7 élevages de porcs participant à la journée « Tous à la ferme ». Les œuvres ont été réalisées par des élèves à travers un concours sur le thème « De l'art ou du cochon ? ». L'opération a remporté un vif succès : 1432 artistes en herbe ont relevé le défi et décoré 350 cochons. Les familles ont été invitées à découvrir le travail réalisé lors des expositions en élevages. Pour désigner les gagnants du concours, les OP ont organisé des pré-sélections. Un jury final (inspection d'académie et école des beaux arts) a départagé les 50 cochons finalistes.



Les cochons exposés en élevage – Juin 2014

La Pig Parade en préparation



Ambitieux projet artistique imaginé en 2013, la Pig Parade s'est concrétisée en 2014. Ce projet d'exposition itinérante qui sillonna la Bretagne en 2015, vise à faire le trait d'union entre culture et agriculture, à créer du lien avec les Bretons et les inviter à changer de regard sur le métier. Cet évènement fédérateur et aux valeurs humaines fortes, participera à promouvoir le dynamisme de la Bretagne et de ses acteurs. La préparation de la Pig Parade a fortement mobilisé la commission communication cette année avec la rencontre de potentiels partenaires et villes escales, la recherche d'éleveurs mécènes et d'artistes, ainsi que la fabrication du prototype de la sculpture. Le lancement officiel du projet aura lieu le 12 décembre.

Changeons de regard sur Facebook

La Page Facebook « Changeons de regard » a continué son activité en 2014. Elle compte désormais près de 200 fans (140 en 2013). Elle est animée en moyenne par 3 posts hebdomadaires (recettes, photos, quizz...). Un thème par mois est défini comme fil conducteur pour transmettre des messages de fonds (traçabilité, économies d'énergie, emploi...). La page permet de relayer les opérations du plan de communication et d'autres initiatives (OP, éleveurs...) qui permettent de « changer de regard » !



Prix de la communication : 4 nouveaux lauréats



Les lauréats 2014 et leurs parrains/marraines

Les Prix de la communication ont été remis au SPACE et ont récompensé 4 lauréats : *Commission employeur Prestor (Prix de la pédagogie)*, *Groupe Jeunes Aveltis (Prix de l'audace)*, *Le Cochon de Bretagne (Prix de la créativité)* et *Aurélie Marc, stagiaire Aveltis (Coup de cœur du jury - espoir féminin)*. Ce concours vise à récompenser les initiatives de promotion du métier, à encourager les éleveurs à être acteurs de leur propre communication et à susciter de nouvelles idées.

Bouchons d'amour

Les OP se sont mobilisées au SPACE, au profit de l'association les Bouchons d'Amour et ont permis de récolter sur leur stand 6 kilos de bouchons en plastique dont la vente bénéficiera aux personnes handicapées.

SECTION ŒUF



La section Œuf poursuit son implication dans l'aide alimentaire

La section Œufs de l'UGPVB s'est engagée à donner, en quatre fois, à l'aide alimentaire l'équivalent de 400 000 œufs sortis élevages. Le 24 octobre 2014, lors du 40^{ème} anniversaire de la création des Banques Alimentaires, un 1^{er} don de 85 200 œufs en boîtes de 10 (équivalent à 97 200 œufs sortis élevages) a été réalisé. Un engagement de solidarité a été signé à cette occasion.

SECTION BOVIN

La production bovine organisée à la rencontre des jeunes en formation

Les OP bovines ont bâti des journées d'interventions à destination des étudiants (BTS principalement). A l'occasion de ces rencontres dans les établissements scolaires, sont abordés : la conduite de l'élevage, les modes de valorisations des bovins, les circuits commerciaux, les services techniques, commerciaux et financiers déployés par les organisations de production commerciales auprès des jeunes installés. Chaque Organisation de Producteurs intervient ainsi en établissement scolaire.

TOUTES SECTIONS

Agriculteurs de Bretagne : 2^{ème} édition Tous à la ferme !

« Tous à la ferme ! » était de retour cette année pour promouvoir l'agriculture bretonne. Ainsi le dimanche 29 juin, ce sont 15 000 bretons qui sont venus à la rencontre des agriculteurs, dans les 20 exploitations qui ouvraient leur portes. Une vaste campagne d'affichage a permis d'annoncer cet évènement dans les 4 départements bretons.



Contact

Gilles GUILLAUME



Contact

Marie DELANNOY



Les chiffres clés

- 15 000 visiteurs dont 74 % satisfaits et 25 % très satisfaits de leur visite
- 20 exploitations ouvertes
- 7 OP mobilisées : Armor Œufs, Aveltis, Porélia, Porc Armor Evolution, Prestor, Triskalia, Le Gouessant / Syproporcs

Contact

Emilie CHARPENTIER



Les chiffres clés

- 69 nouveaux éleveurs abonnés
- 859 éleveurs bretons abonnés
- 262 608 mouvements saisis

Contacts

Laurie DETRIMONT
Martine THUILLIER



Les chiffres clés

- Réseau de 50 correspondants crise

Contacts

Emilie CHARPENTIER
Laurie DETRIMONT
Florence HUMBERT
Nathalie CHATELIER

BASE DE DONNÉES

SECTION PORC

L'association BDPORC a confié à l'UGPVB l'administration et l'animation de la base de données nationale porcine. En 2014, les principaux dossiers traités ont concerné :

- La mise à jour des indicateurs VPF et QT,
- Le suivi de la notification des mouvements : origine des animaux,
- Le suivi des importations d'animaux.

En région, les missions réalisées sont les suivantes : information des acteurs, assistance aux utilisateurs, suivi des abonnements et des saisies, gestion des données métiers et adhésions, gestion des indicateurs (qualité/sanitaire) et la saisie des déclarations d'activité.

GESTION DES ALERTES

SECTION PORC

Une organisation pour plus de réactivité

La cellule de gestion de crise a maintenu un état de veille tout au long de l'année sur les sujets qui ont rythmé l'actualité (Simplification administrative, écotaxe, embargo russe, Gad, DEP, Peste porcine Africaine, Fièvre aphteuse...).

Depuis cette année, le numéro d'alerte crise (mis en œuvre par l'ARIP à destination du réseau des correspondants crise en 2008), permet aussi d'assurer la gestion des crises sanitaires par l'OV5 Porc Bretagne. Ainsi, le numéro d'alerte crise a été diffusé aux éleveurs pour plus de réactivité en cas de crise sanitaire.



SECTION PORC



L'UGPVB a poursuivi l'animation du projet porté par le Comité Régional Porcin (CRP) en 2011 sur le développement durable. Pour rappel, ce projet baptisé « ID² », consiste à engager les éleveurs de porcs bretons dans une démarche de responsabilité sociétale, basée sur les lignes de l'ISO 26000.

Ce projet est mené avec le soutien du Conseil Régional.



L'année 2014 a été consacrée à :

La restitution du cycle de consultations aux parties prenantes :



Le 21 février, les parties prenantes rencontrées en 2012-2013 ont été invitées au Lycée La Ville Davy, pour la présentation du bilan du cycle de consultation. Les 14 enjeux et objectifs retenus par la profession à l'issue de cette consultation, ont également été présentés aux 40 participants. La réunion s'est poursuivie par une visite d'élevage. Une conférence de presse a été organisée le 19 mars pour communiquer sur ce bilan.

La définition des indicateurs et du plan d'action :

Fort des échanges avec les parties prenantes, les 3 groupes de travail et le comité de pilotage ont avancé sur la définition des indicateurs finaux et le plan d'action. L'échéance est prévue en juin 2015.

Par ailleurs, à l'occasion de la semaine du développement durable, l'UGPVB a organisé une conférence sur les économies d'énergie réalisées en élevages de porcs (Cf. rubrique environnement – page 11).



Dans le cadre de son adhésion au Pacte Mondial, l'UGPVB a participé aux ateliers thématiques du Global contact France qui se sont tenus lors de l'Assemblée Générale en mai à Paris.

FORMATIONS



TOUTES SECTIONS

L'UGPVB a proposé à ses adhérents un dispositif de formation reposant sur 2 thématiques :

Coût de production d'un atelier bovin viande

Objectif : Savoir calculer un coût de production et l'analyser dans une exploitation bovin viande.

Cible : Eleveurs adhérents d'OPC.

Plusieurs organisations de producteurs bovins ont proposé, en collaboration avec les Chambres d'agriculture, des sessions de formation à destination des éleveurs sur « L'efficacité technique, compétitivité économique » en viande bovine. Cette formation peut être conduite en partenariat avec d'autres OPA.

Prise en charge : VIVEA

Formation à la prise de parole (7h)

Objectif : Préparer aux techniques de prise de parole en public et dans les médias.

Cible : Eleveurs.

Prise en charge : CDMP



Nos réunions

Comité de pilotage

- 3 juillet 2014
- 14 novembre 2014

Réunion de restitution aux parties prenantes :

- 21 février 2014

Présentation du projet ID² au BTS PA de la Ville Davy :

- 12 février 2014

Responsable professionnel sécurité en élevage

Michel BLOC'H

Contact

Emilie CHARPENTIER



Chiffres clés

Formation « négociation » en février 2014 :

8 éleveurs

Médiatraining en juin 2014 :

7 éleveurs formés



TOUTES SECTIONS



Assemblée Générale UGPVB 2013

Cinq enjeux pour l'élevage breton - *Ouest-France.fr*, 6/12/2013

L'UGPVB veut un nouveau cap pour gagner en compétitivité - *Les Marchés*, 09/12/2013

L'UGPVB exige « de vraies décisions de rupture » - *Réussir Porc*, janvier 2014

La simplification en toile de fond - *Porc Magazine*, janvier 2014

UPGVB : assemblée générale et rapport d'activité 2013. Structurer la filière autour des OP et AOP - *Filières Avicoles*, février 2014

Economie et conjoncture

« Libérez les énergies » - *Réussir Porc*, janvier 2014

Smic en Allemagne : soulagement, mais pas d'illusion pour les abattoirs bretons - *France3 Bretagne.fr*, 17/01/14

Filière œufs : « Lidl se moque des prix de revient » - *La France Agricole.fr*, 14/03/2014

Œuf : l'UGPVB dénonce « l'attitude irresponsable » de Lidl - *Les Marchés*, 17/03/2014

Œuf : les producteurs appellent Lidl à revoir ses prix d'achat - *Agrapresse.fr*, 17/03/2014

Vers une AOP en œufs - *terragricoles-de-bretagne.com*, 04/04/2014

Porc : Les éleveurs poussent leur syndicat à passer à l'action, - *La France Agricole.fr*, 02/10/2014

Ecotaxe

Agri Agro Bretagne s'oppose à l'utilisation de l'écotaxe pour les services urbains - *Les Marchés*, 06/03/2014

Ecotaxe : Agri Agro Bretagne dénonce le financement de services urbains - *La France Agricole*, 06/03/2014

L'écotaxe transport suspendue « sine die » - *terragricoles-de-bretagne.fr*, 16 octobre 2014

Etiquetage des viandes

Etiquetage des viandes : Bruxelles « manque d'ambition » - *la France Agricole.fr*, 28/01/2014

L'UGPVB regrette le « manque d'ambition » sur l'étiquetage des viandes - *Ouest France*, 29/01/2014

Etiquetage d'origine de la viande : Interbev, le Comenvi et l'UGPVB insistent - *campagneenvironnement.fr*, 30/01/2014

Pour un véritable étiquetage d'origine, *Paysan Breton* - 31/01/2014

Etiquetage : l'UGPVB attend une intervention vigoureuse de la France - *TERRA*, 31/01/2014

Etiquetage des viandes : les groupements de producteurs bretons satisfaits du vote du Parlement européen - *La France Agricole.fr*, 07/02/2014

Etiquetage des viandes : « la France doit transformer l'essai », - *Les Marchés*, 07/02/2014

Arrêtés ICPE

Modification des textes ICPE. Simplification administrative, ça se complique - *Réussir Porc*, décembre 2013

Arrêtés ICPE : « Un bilan mi-figue mi-raisin » estime l'UGPVB - *La France Agricole.fr*, 02/01/2014

Les arrêtés « Installation classées » mécontentent tout le monde en Bretagne - *Les Marchés*, 03/01/2014

Porcheries. Une simplification « mi-figue mi-raisin » - *Le Télégramme*, 03/01/2014

L'UGPVB reste « prudente » - *Paysan Breton*, 17-23/01/14

Simplification administrative : les élevages exclus du dispositif expérimental - *La France Agricole.fr*, 13/03/2014

Simplification pour les éleveurs : les regrets de l'UGPVB - *Ouest-France*, 14/03/2014

Visite du CODERST 35

Le Coderst en visite sur le terrain - *TERRA*, mai 2014

La modernisation, c'est vital... Mais compliqué - *Ouest-France*, 31/05/2014

Dossier Coderst - *France 3*, 10/06/2014

Coderst, Les pieds sur terre, *Porc Magazine* - juillet-août 2014

Le Coderst en visite sur le terrain en Ille-et-Vilaine » - *Réussir Porc*, septembre 2014

Nos communiqués de presse

- 2 janvier 2014 : **Publication des arrêtés ICPE : un bilan mi-figue mi-raisin pour l'UGPVB. Il faut transformer l'essai.**
- 28 janvier 2014 : **Producteurs et consommateurs : pour un véritable étiquetage d'origine.**
- 6 février 2014 : **Etiquetage d'origine des viandes : La France doit transformer l'essai marqué par le Parlement Européen.**
- 13 mars 2014 : **Les éleveurs bretons n'accepteront pas de discrimination en matière de simplification administrative.**
- 14 mars 2014 : **Début 2014 : l'œuf de consommation non épargné par les accords commerciaux sous haute tension !**
- 2 avril 2014 : **Les éleveurs de porcs engagés dans le défi énergétique breton.**
- 12 septembre 2014 : **Les groupements d'éleveurs de porcs bretons participent à l'opération de collecte « Bouchons d'Amour » au SPACE.**
- 18 septembre 2014 : **Le nouveau « guide urbanisme et constructions agricoles en Bretagne », un outil pour clarifier les règles applicables aux permis de construire.**
- 10 octobre 2014 : **Ecotaxe : l'UGPVB salue la décision du Gouvernement.**
- 24 octobre 2014 : **La section Œufs de l'UGPVB se mobilise en faveur des plus démunis en donnant 400 000 œufs aux Banques Alimentaires de l'Ouest.**

« La modernisation, c'est vital... Mais compliqué »

C'est le message envoyé au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires d'Ille-et-Vilaine. Chargé de rendre un avis sur les dossiers d'installations, il était invité, mardi, à visiter une exploitation agricole.

Au milieu des vaches et des cochons, se sont une bonne vingtaine de personnes à débambuler dans le groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec) de La Plais (7), près de Messac (Ille-et-Vilaine), obtenu par Corinne et Christophe Volant et Arnaud Texier. Deux de travail intenses, bottes transparentes en plastique, ils sourent quand ils voient les porcellets, s'efforçant quand ils rencontrent les porcs adultes et leurs queues.

Faire découvrir la réalité d'une exploitation agricole et la nécessaire modernisation, c'était l'objectif des Chambres d'agriculture de Bretagne et de l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne (UGPVB), en invitant, mardi, les membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires (Codest).

Le Codest, c'est cette instance chargée de rendre un avis sur les dossiers d'installation lorsque le projet a une conséquence sur la protection de l'environnement, la loi sur l'eau et la sécurité des citoyens. En Ille-et-Vilaine, 264 dossiers ont été examinés l'an passé. Deux tiers d'entre eux concernaient le monde agricole.



Le Codest (au fond) a passé un après-midi à visiter l'exploitation de la Plais.

« Cette visite, c'est l'occasion pour le Codest de se rendre compte de l'évolution des exploitations », explique Nathalie Marchand, représentante de la chambre d'agriculture au sein du Codest.

« Cette visite, c'est l'occasion pour le Codest de se rendre compte de l'évolution des exploitations », explique Nathalie Marchand. « On attendait ça depuis longtemps. Moderniser, c'est vital. Mais c'est compliqué

de déposer un dossier... », poursuit Christophe Volant. Une partie des installations de l'agriculteur n'aurait pas été construite après l'étude d'un dossier en juillet 2013 par le Codest.

Magali Corren, directrice de l'association Air Breizh (qui surveille la qualité de l'air en Bretagne) et membre du Codest, évoque ne pas être une habituée des exploitations agricoles. Mais elle s'est sentie saisir par le message : « Voir la réalité du terrain, les difficultés. Être ici, c'est une vraie opportunité. »

Alexandre BLAISE.

(7) Le Gaec de la Plais associe élevage porcin, atelier laitier et cultures.

Nouveau guide urbanisme

Bâtiments/Bretagne : un nouvel outil pour le permis de construire - *La France Agricole.fr*, 18/09/2014

Un nouveau guide de l'urbanisme pour les constructions agricoles - *TERRA*, 26/09/2014

Un nouveau guide de l'urbanisme - *Paysan Breton*, 2-9/10/2014

Urbanisme et constructions agricoles en Bretagne. Un nouveau guide pour clarifier les règles applicables - *Porc Magazine*, octobre 2014

Les éleveurs de porcs engagés dans le défi énergétique breton

Les producteurs de viande se mettent au vert

- *Radio Bro Gwened*, 03/04/2014

Les éleveurs de porcs engagés dans le défi énergétique breton

- *Web-agri.fr*, 07/04/2014

Les éleveurs de porcs engagés dans le défi énergétique breton

- *Agrison.com*, 07/04/2014

Les éleveurs de porcs investissent pour l'énergie

- *TERRA*, 11/04/2014

Les éleveurs s'engagent dans la bataille énergétique

- *Paysan Breton*, 11/04/2014

Porc : les éleveurs font des économies d'énergie

- *La France Agricole.fr*, 11/04/2014

Porc. Les élevages économes en énergie

- *Le Télégramme*, 12/04/2014

Défi énergétique breton, les éleveurs de porcs engagés - *Porc Magazine*, mai 2014

85 % d'économies d'énergie avec des

bâtiments basse consommation

- *Réussir Porc*, mai 2014



Conférence énergie – 2 avril 2014

Porc. Les élevages économes en énergie

Les éleveurs de porcs se mobilisent pour maîtriser leur consommation énergétique. Selon l'UGPVB (Union des groupements de producteurs de viande en Bretagne), les investissements que ces éleveurs ont réalisés depuis 2009 leur ont permis d'économiser plus de 20 GWh par an, soit l'équivalent de 20 % de la consommation de la ville de Rennes chaque année.

L'UGPVB fait valoir également que 2.314 éleveurs de porcs ou salariés de coopératives de son réseau sont engagés dans le dispositif Ecowatt, contribuant ainsi à réduire la consommation d'énergie en période de grand froid. À noter enfin que sur les 23 unités de méthanisation à la ferme en service actuellement en Bretagne, 60 % sont en lien avec des élevages de porcs.

Le Télégramme, 12/04/2014

Communication

De l'art et du cochon - *Le Télégramme*, 28/05/2014

De l'art ou du cochon ? - *Paysan Breton*, 31/05/2014

Les groupements d'éleveurs de porcs bretons participent à l'opération de collecte Bouchons d'Amour au SPACE - *RevenuAgricole.fr*, 12/09/2014

Prix de la communication. Talents révélés - *Porc Magazine*, octobre 2014

Autres articles

Méthanisation, l'état des lieux en Bretagne - *Valeur Énergie Bretagne*, hiver 2014

La qualité : une nécessité pour les fertilisants organiques fabriqués à la ferme - *TERRA*, janvier 2014

Pas d'obligation de traiter l'air en élevage porcin - *Ouest France*, 04/02/2014

L'OVS Porc Bretagne lance un plan anti-SDRP - *Réussir Porc*, mars 2014

Bien-être animal, Interview de François-Régis HUET : « Nous serons une force de propositions » - *Porc Magazine*, octobre 2014

Un mois vu par Emmanuel de LONGEAUX (Banque alimentaire) - *Le Journal des Entreprises*, 7 novembre 2014



Conférence énergie
2 avril 2014



Conférence guide urbanisme
18 septembre 2014



Visite du CODERST 35
27 mai 2014

SAISINES de l'UGPVB

Préfecture de Région

- Courrier CAR environnement, réponse à consultation publique du 5^e PADN breton – *mars 2014*
- PAR : demande de dérogation au calendrier d'épandage – *mars 2014*
- Courriers CAR environnement, régime de l'enregistrement et doctrine phosphore – *avril 2014*
- Courrier CAR environnement, méthode de travail et contenu du volet agronomique des dossiers ICPE – *juin 2014*
- Courrier CAR environnement, allongement des délais déclaration des flux d'azote – *juillet 2014*
- Fichier TRACES – *août 2014*
- Contentieux 5^e PADN – *septembre 2014*

Secrétaire d'Etat chargé de la simplification

- Propositions de simplifications relatives aux ICPE, à la Directive Nitrates et à l'Urbanisme – *Juillet 2014*

Ministre de l'Agriculture

- Mise en place du régime d'enregistrement et simplification – *février 2014*
- Etiquetage de l'origine des viandes et produits transformés – *février 2014*
- Etiquetage d'origine des viandes – *Juillet 2014*
- Courrier CAR environnement suite arrêt de la CA de Nantes du 21 juillet 2014 – *août 2014*

Ministre de l'Ecologie

- Courrier CAR environnement suite arrêt de la CA de Nantes du 21 juillet 2014 – *août 2014*
- Relais de l'analyse des experts scientifiques sur l'étude relative à l'efficacité économique et environnementale de la production de porcs sur paille – *septembre 2014*

REPRESENTATIONS ET PARTENAIRES

Représentations régionales et interrégionales

Production bovine

- Fédération Régionale des Groupements Sanitaires de Bretagne (FRGDS)
- GIE Elevages de Bretagne
- INTERBEV Bretagne - INTERBOVI
- Union Régionale des groupements bovins du Grand Ouest (URGO)

Production porcine

- Association Régionale Interprofessionnelle Porcine de Bretagne (ARIP Bretagne)
- Comité Régional Porcin de Bretagne (CRP Bretagne)
- Marché du Porc Breton (MPB)
- Organisme à Vocation Sanitaire Porc (OVS Porc Bretagne)
- Union des OP Porcines de l'Ouest (Pays de Loire, Normandie, Bretagne)
- Uniporc Ouest

Production œuf

- Comité Régional de l'Œuf de Bretagne
- OSAB

Dossiers généraux

- Conseil Agricole Régional et Conseil Agricole Régional environnement
- Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne
- Comité Régional de l'Elevage
- Comité Orientation Recherche Développement Formation
- Collectif pour la libération des ports de commerce
- Collectif contre l'Ecotaxe
- Commission régionale de la pharmacie vétérinaire
- ZOOPOLE Développement

Représentations nationales

Collectif contre le dumping social

Production bovine

- COOP de France

Production œuf

- CNPO

Production porcine

- ANSP
- BDPORC
- COOP de France

Représentation européenne

- Breiz Europe

Nos partenaires

- AGRICULTEURS de Bretagne
- AMEB - Association du Maintien de l'Elevage en Bretagne
- ANSES
- ASP
- AVPO - Association des Vétérinaires en Production Organisées
- CDC Climat
- Centre de Documentation des Métiers du Porc
- CER France
- CNPO
- CRAB - Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne
- Club de la presse de Bretagne
- COGEDIS
- Collectif des acteurs économiques bretons
- Conseil Régional de Bretagne
- COOP de France Ouest
- EDF
- Fédération Régionale des Groupements de Défense Sanitaire
- FranceAgriMer
- FRSEA
- Groupama
- GTV Bretagne
- IF2O (Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest)
- IFIP - Institut de la filière porcine
- INAPORC
- INRA : Institut National de la Recherche Agronomique
- Institut de l'Elevage
- INTERBEV
- IRSTEA
- ITAVI
- Jeunes Agriculteurs de Bretagne et de l'Ouest
- Mutualité Sociale Agricole
- NutriNoë - Association des Fabricants d'Aliment du Bétail
- ONIRIS-Ecole Vétérinaire de Nantes
- Plateforme d'Ingénierie Culinaire
- SARIA
- SNIPO
- SNIV-SNCP
- SNVSE
- UBAP
- UNGP
- Union des Entreprises 35
- URCA Pays de Loire
- VALORIAL

